

Bilan du mouvement social pour les retraites en France

F. Borrás, F. Vergne, P. Le Moal, S. Béroud, K. Yon



Formation Léon Lesoil asbl.
20 rue Plantin 1070 Bruxelles

Un bel été indien de mobilisation sociale. Premières leçons de septembre-octobre

Par Fred Borrás

La préparation de la réforme Woerth-Sarkozy (1) sur les retraites a engendré une des mobilisations sociales les plus importantes que ce pays ait connue, comparable sinon plus importante que celle de novembre et décembre 1995 contre le plan Juppé (2) et celle du printemps 2003 contre la réforme Fillon, portant sur les régimes de retraite. Bien que ne disposant que de peu de recul, nous pouvons d'ores et déjà en tirer quelques enseignements.

Alors qu'il n'avait pas annoncé lors de sa campagne cette réforme, qu'il avait ensuite confirmé qu'il tiendrait son engagement de ne pas toucher à l'âge légal de départ à la retraite fixé à 60 ans, Sarkozy a fait volte-face. Son projet de loi, adopté en l'état par le Parlement, vise notamment à faire reculer l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans, à repousser celui de l'obtention d'une retraite à taux plein de 65 à 67 ans et à rallonger la durée de cotisations de 40 à 43 annuités pour obtenir une pension sans décote.

Pour justifier ces choix radicaux, le pouvoir a martelé un argument simple, celui de l'allongement de l'espérance de vie qui risquerait de provoquer la faillite du système français de retraite. Le but affiché, sauver le système par répartition, masque bien mal le but réel, celui d'en finir avec lui.

Les organismes qui veulent généraliser les fonds de pension en France ne s'y sont pas trompés. Le groupe Malakoff Médecin, dont l'un des principaux dirigeants est le frère du Président, Guillaume Sarkozy, également l'un des principaux dirigeants du Medef (3), a fait du lobbying pour pousser à la réforme et prépare le lancement massif de ses produits. Tout au long de la mobilisation, des dizaines de milliers de fonctionnaires d'État ont reçu des mails provenant de la Préfon, un organisme de prévoyance retraite qui offre des contrats de retraite complémentaire.

Polarisation sociale

Le système de retraites par répartition en France est une des branches de la Sécurité sociale, dont la création, acquise à la Libération, résulte de décennies de luttes sociales. Basée sur la solidarité, il est aux yeux de la bourgeoisie un archaïsme et un non sens dans un monde capitaliste globalisé. Du point de vue des classes dirigeantes, détruire ces restes de solidarité, c'est libérer les gisements de profits qui « dorment ». Nul n'en doute, cette offensive sur la branche retraite fait partie d'un plan d'ensemble qui vise aussi la branche maladie, une offensive globale contre la sécurité sociale, dont la couverture a déjà été réduite à plusieurs reprises. Elle intervient dans un contexte de crise économique et s'inscrit dans le plan d'austérité qui vise à purger le système pour restaurer les taux de profit.

En finir avec « l'exception française », c'est-à-dire refaçonner la société de ce pays pour l'aligner sur le reste du monde capitaliste développé, accroître les profits, voilà la tâche que s'est assignée la bourgeoisie et qui guide la politique du gouvernement à son entier service.

Cette réforme aurait pu passer dans le silence feutré des salons de la République. Le fait qu'elle ait provoqué du bruit et du fracas constitue une première victoire pour les partisans que nous sommes de la lutte des classes. C'est aussi une première victoire du point de vue de la nécessité de faire entendre la colère, de montrer la combativité de celles et ceux qui refusent de payer la crise partout dans le monde. Avec lucidité sur le fond, et pourtant sans garantie sur les chances d'imposer un recul à ce gouvernement « droit dans ses bottes », des millions de travailleurs, de jeunes se sont mis en mouvement. La participation aux journées de grève et de manifestations est allée crescendo, en dépit des mensonges gouvernementaux visant à minorer les chiffres. Selon le journal Le Monde, par effet de turnover, ce sont 8

millions de personnes qui ont manifesté au moins une fois. C'est tout simplement colossal dans un pays qui compte 65 millions d'habitants. Le rejet du projet gouvernemental, ainsi exprimé, a été confirmé par de nombreuses études d'opinion. La durée du mouvement est elle aussi assez exceptionnelle puisque les premières journées de mai puis de juin ont déjà surpris par leur ampleur et, sous diverses formes, la mobilisation a duré au-delà même de l'adoption définitive de la loi.

A ces journées multimillionnaires s'est adossé un mouvement de grève reconductible de centaines de milliers de travailleurs et de jeunes dans un certain nombre de secteurs. Elle a ainsi concerné les ports, les raffineries de pétrole, les transports ferroviaires, les éboueurs de grandes villes comme Marseille ou Toulouse, les employés de certaines collectivités territoriales et des dizaines de milliers de jeunes, notamment des lycéens. La grève reconductible dans ces secteurs s'est combinée avec la multiplication des blocages. Des aéroports, des gares, des zones industrielles ou commerciales, des carrefours routiers, ont tour à tour été la cible de manifestants déterminés. Il s'agissait à la fois de faire monter le niveau de mobilisation, d'appuyer les secteurs en grève reconductible, d'avoir un effet sur l'économie pour infliger des pertes au patronat. Phénomène inédit à cette échelle d'un point de vue qualitatif et quantitatif, ce type d'action a permis de lever les barrières entre militants de différentes organisations syndicales, de favoriser l'unité entre organisations et la solidarités entre travailleurs et avec les jeunes.

Le gouvernement a beaucoup tenté pour désamorcer la grogne. Sa « pédagogie » n'ayant pas montré d'efficacité particulière, on a assisté à des manœuvres grossières comme la tentative avortée de détourner l'attention sur des questions sécuritaires ou sur les Roms massivement stigmatisés durant l'été, de jouer sur la peur de la violence en ciblant la répression, d'invoquer des menaces d'attentats. Rien n'y a fait. Rien, sauf l'usure.

Nécessité et difficultés de la grève générale

Bien que le mouvement ait considérablement compliqué la tâche du pouvoir, contribué à son affaiblissement et à son discrédit, il n'a pu l'empêcher de faire passer sa réforme. Cela pose des problèmes d'ordre stratégiques sur lesquels il faut s'arrêter.

Compte tenu de l'ampleur de l'attaque, du niveau de détermination du gouvernement à imposer sa réforme, il aurait fallu frapper bien plus fort. Ne pas se contenter de bloquer tel ou tel secteur d'activité mais bloquer tout le pays. Seule la grève générale reconductible l'aurait permis.

Malgré l'action consciente de dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes pour généraliser la mobilisation, celle-ci n'a pu se produire. Alors que le rejet du pouvoir et de sa politique est manifestement bien plus fort qu'en 1995, que les journées d'action étaient plus massives (5), la grève reconductible a été plus faible. Il n'existe pas de cause unique à cet état de fait. C'est une conjonction de phénomènes étroitement imbriqués qui l'explique.

Cela renvoie d'abord à un déficit de confiance dans la possibilité de gagner, d'imposer le retrait du projet de loi. Sur certains secteurs, le poids des défaites du passé pèse de ce point de vue négativement. Pèse également l'atomisation du salariat, le poids du chômage et de la précarité, l'incertitude sur l'avenir, la difficulté à « joindre les deux bouts ». Il faut noter que le taux d'endettement des ménages est aujourd'hui supérieur de 10 % à ce qu'il était en 1995. Pour surmonter ce dernier aspect, il faut que des millions de travailleurs aient acquis la conviction que la grève va taper moins fort leur portefeuille que les conséquences de la défaite, tout simplement parce que l'on est convaincu que la victoire est à portée.

Il faut aussi examiner l'attitude des directions des grandes confédérations syndicales. Nationalement, le syndicat Solidaires (6) qui a défendu de bout en bout la nécessité de la grève générale, s'est trouvé isolé sur cette ligne. N'étant pas de la même nature, ni la direction de la principale centrale, la CGT (7), ni a fortiori celle de la seconde, la CFDT (8), ne sont animées par la radicalité, la volonté de pousser les luttes à leur intensité maximale dans le but d'infliger, par le rapport de force, des reculs au pouvoir. Elles sont plutôt forgées au « dialogue social », à la négociation, au compromis. Si l'unité a pu se nouer et durer en dépit des divergences entre elles, en dépit des effets de la concurrence bureaucratique, si les appels à la mobilisation se sont multipliés, c'est d'abord le résultat de l'attitude du gouvernement qui n'a rien voulu lâcher à aucun moment.

Pourtant ce n'est pas faute d'avoir tendu la perche, du côté du duo Thibault-Chérèque, respectivement numéros un de la CGT et de la CFDT, qui ont tous deux demandé l'ouverture de négociations sans jamais

exiger le retrait du projet. C'est aussi parce que la pression est venue de la base. Les premiers tests de mobilisation ont montré un haut niveau de disponibilité à l'action et des équipes syndicales ont voulu pousser plus loin et plus fort, conscientes également qu'il en allait de leur crédibilité, de leur utilité, de leur fonctionnalité. Preuve que le jeu n'est pas fermé, des intersyndicales locales, comme dans les départements du Puy-de-Dôme, de la Haute-Garonne ou des Ardennes ont fait preuve d'une combativité plus grande, multipliant les actions interprofessionnelles de blocage, ajoutant des journées de grève départementales aux journées annoncées au plan national. Ces journées locales ont elles aussi connu des succès, signe qu'il était possible d'aller plus loin.

L'autre faiblesse du mouvement réside dans le faible niveau d'auto organisation des luttes. Là où les luttes étaient les plus dures, ce sont les intersyndicales de boîtes qui ont poussé et dans le même temps gardé la maîtrise des rythmes et des formes de la mobilisation. Phénomène généralisé, la faiblesse de la participation aux assemblées générales pour décider des suites ou organiser l'action contrastait avec la massivité de la participation aux journées de grève et aux manifestations. Ainsi, il était devenu impossible de faire sortir la lutte du cadre étriqué dans laquelle elle était maintenue par l'intersyndicale nationale et dans les branches, secteurs, entreprises, par des équipes de responsables syndicaux locaux trop timorés.

Il n'en demeure pas moins que l'attractivité des syndicats s'est trouvée renforcée par cette mobilisation. Cela se voit à l'œil nu. La CGT d'abord, mais aussi Solidaires ou la FSU (9) recrutent. Et c'est positif. Des équipes de jeunes militantEs syndicaux radicaux ont émergé et c'est un atout pour l'avenir.

L'unité et ses limites

Au-delà de leur fonction de défense des intérêts des salariés, on a pu noter également que la population investissait les syndicats d'une fonction politique d'opposition à la droite au pouvoir. Logique quand on voit la crise de crédibilité qui frappe les grands partis institutionnels d'opposition parlementaire et en premier lieu le Parti socialiste (PS). Celui-ci a cherché à surfer sur le rejet de la droite pour avancer ses pions en vue de l'alternance en 2012 (10). Les principaux dirigeants du PS étaient présents aux manifestations, à la tête du cortège de leur parti. Le fait que puisse se constituer un front large de toute la gauche politique, syndicale et associative contre la droite a joué en faveur du mouvement.

Mais en même temps, la partie a été difficile tant la proximité du PS avec le pouvoir est forte sur le fond du dossier. Sarkozy, Fillon et Woerth ne se sont pas privés de fustiger la duplicité, en évoquant les propos en appui à la réforme de l'actuel président du FMI et potentiel candidat socialiste à la future élection présidentielle, Dominique Strauss Kahn. Ils n'ont pas eu de mal aussi à souligner les contradictions du PS dont la principale dirigeante, Martine Aubry, s'est pris les pieds dans le tapis en approuvant le passage à 62 ans puis en se ravisant. Le PS n'a jamais revendiqué le retrait du projet de loi ni énoncé les mesures pour un programme véritablement alternatif, c'est-à-dire basé sur le partage des richesses, et pour cause. Le vote par des parlementaires socialistes de la disposition de la loi concernant l'allongement de la durée de cotisation, a résonné comme un aveu. Certains dirigeants PS ont poussé cette logique jusqu'au bout. A Marseille, dans la ville qui apparaissait comme la « capitale de la grève », le principal dirigeant du PS local, Guerini, a lancé un appel conjoint avec le maire de droite Gaudin à arrêter la grève...

Il n'en demeure pas moins que nombre de militants et sympathisants du PS ont participé au mouvement, comme ceux des autres partis de gauche, Front de gauche (11), Lutte ouvrière et le NPA. Une campagne unitaire de meetings, à l'initiative d'Attac et de Copernic (12), a permis d'associer toutes ces forces pour diffuser les argumentaires contre la loi et populariser des réponses à la crise alternatives au libéralisme.

Mais des divergences ont aussi vu le jour. Alors que la généralisation de la grève devenait la question clé, les responsables du Front de gauche, en premier lieu Jean-Luc Mélenchon, menaient bataille pour... la tenue d'un référendum. Cela ne constitue pas seulement un objectif inatteignable pour diverses raisons, cela révèle aussi les divergences de fond avec ce courant antilibéral et réformiste qui connaît un certain regain en France. Lors d'une crise politique et sociale d'ampleur, les dirigeants du Front de gauche cherchent une réponse institutionnelle. Cette vision de la politique est basée sur un certain partage des tâches. Aux syndicats de fixer les rendez-vous de mobilisation. Aux partis de trouver un débouché politique.

Au NPA, si nous savons qu'il existe des différences de fonction entre parti et syndicats et que ces deux types d'organisation ont leurs spécificités et leur utilité, nous rejetons cette vision mécaniste et déconnectée de l'action politique. Quoi de plus politique que l'irruption des masses ? Quel meilleur débouché que celui

de la prise en main par la majorité de la population de son propre destin ? Affirmer la nécessité de la grève générale, c'est à la fois indiquer la bonne méthode pour gagner et favoriser la crise politique, permettre qu'elle se cristallise et que des solutions voient le jour au renversement d'un gouvernement, à la mise en échec de sa politique. Quand l'opportunité de défendre cette solution trouve l'oreille de centaines de milliers de travailleurs en lutte, alors il faut le faire. Cela ne doit certes pas être affirmé de façon atemporelle ou incantatoire, mais c'est la voie stratégique la plus fiable pour révolutionner la société. Une stratégie qui se vérifie et s'affine au travers d'expériences tirées de l'analyse du cours de la lutte des classes.

De ce point de vue, la stratégie combine à la fois la préparation patiente mais constante de l'affrontement entre la majorité de la population et la minorité de privilégiés et la recherche de l'expression, de la consolidation de majorités d'idées qui s'opposent radicalement à l'organisation même du système et préfigurent les contours d'une société de rechange. Sans en exagérer la portée, le fait qu'une large majorité de la population soit prête à défendre un système basé sur la solidarité constitue une victoire politique dans la cinquième puissance capitaliste de la planète. Car si le gouvernement a gagné sur le terrain institutionnel, celui du vote d'une loi, s'il a infligé un recul à des millions de salariés qui vont pâtir de sa politique, il n'a pas réussi à convaincre. Il a perdu sur le terrain de l'opinion. Il a perdu sur l'idée que sa politique est la seule possible, pas très enthousiasmante mais faite pour l'intérêt général. Précieux acquis en ces temps de crise.

Une droite discréditée

La droite au pouvoir sort discréditée y compris aux yeux de travailleurs qui avaient cru aux promesses du candidat Sarkozy, qui s'étaient laissés séduire par son slogan électoral, « travailler plus pour gagner plus ». A leurs yeux, Sarkozy n'est plus le président du pouvoir d'achat, il est celui des riches. Le feuilleton Woerth-Bettencourt a largement contribué à ce discrédit en même temps que cela donnait une raison supplémentaire de se mobiliser. Pendant que le ministre des affaires sociales demande au peuple de serrer d'un cran supplémentaire sa ceinture, il affiche une proximité crapuleuse avec les principales fortunes de ce pays. L'image de la corruption, de l'étalement des richesses, du favoritisme, n'est pas très bon pour la cote de popularité. Au-delà, c'est la personne de Sarkozy qui est touchée, suscitant un rejet profond et virulent. Et le remaniement qu'il vient d'opérer n'y change rien. Cela ne dit pas que sa défaite électorale pour 2012 soit d'ores et déjà acquise. Mais le nombre de celles et de ceux qui ne peuvent plus supporter qu'il demeure en place s'est considérablement accru.

Un mouvement est aussi riche de sa diversité. Parmi les manifestants de l'automne, un certain nombre a décidé d'attendre 2012 pour mettre Sarkozy dehors en le remplaçant par son challenger socialiste. Mais d'autres voient bien que le PS au pouvoir, à l'image de ce qui se passe en Grèce, dans l'État espagnol ou au Portugal, sera une autre façon de faire payer la crise à la majorité de la population.

A l'issue de ce mouvement, c'est à ceux-là que le NPA s'adresse. En pleine préparation de son premier congrès national, il élabore un document partant de l'analyse de la double crise économique et écologique d'ampleur inégalée que connaît le système capitaliste pour énoncer des réponses transitoires à cette crise. Son dernier Conseil politique national a lancé un appel au débat pour l'alternative anticapitaliste. Ce débat ne concerne pas uniquement des forces politiques organisées mais aussi ces dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes qui cherchent une alternative aux politiques de droite et de gauche institutionnelle. Tourner le dos aux sirènes socialistes, à l'impasse que constituerait de s'en remettre à une énième mouture de coalition gouvernementale autour du PS est une condition nécessaire pour ouvrir une autre perspective. En ce sens, le NPA œuvre à ce que les cadres du débat soient trouvés pour confronter les points de vue quant à la préparation des prochaines étapes de la lutte, aux contours et au contenu d'une alternative anticapitaliste.

Toulouse, le 23 novembre 2012

Fred Borrás, enseignant, est membre du Comité exécutif du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) et militant de la IVe Internationale.

Notes:

1. Éric Woerth était le ministre du gouvernement Sarkozy-Fillon, en charge de la réforme. Mouillé dans des affaires et honni, il a fait les frais du remaniement qui a suivi la mobilisation.
2. Alain Juppé était le Premier ministre du gouvernement de droite, sous la présidence de Jacques Chirac, en 1995.

3. François Fillon, l'actuel Premier ministre, était ministre des Affaires sociales du gouvernement Chirac-Raffarin.
4. Le Mouvement des entreprises de France (Medef) est l'organisation du grand patronat, dirigé par Laurence Parisot.
5. En 1995, les syndicats comptabilisaient de l'ordre de deux millions de manifestants pour les grandes journées d'action contre 3 millions cette fois-ci. A une échelle moindre, les chiffres du pouvoir indiquent la même tendance.
6. Union syndicale Solidaires est organisation syndicale minoritaire, issue en partie de l'exclusion de la CFDT à la fin des années 1980 d'équipes syndicales radicales et qui ont constitué des syndicats Sud (Solidaires Unitaires Démocratiques) devenus influents dans certains secteurs (Postes, Rail, Impôts...)
7. Fédération syndicale unitaire (FSU), principal syndicat des salariés de l'Education, de la recherche, de la culture.
8. La Confédération générale du travail (CGT) est la première organisation syndicale en France (34 % des voix aux élections prudhommales de 2008). Longtemps dirigée par le PCF, son appareil central s'est autonomisé alors que ce parti est passé au second plan sur la scène politique. Elle a intégré la Confédération européenne des syndicats (CES) et la Confédération syndicale internationale (CSI). Bernard Thibault, de la Fédération des cheminots, est son secrétaire général depuis 1999.
9. Confédération française démocratique du travail (CFDT), est la seconde organisation syndicale en France (21,8 % des voix aux élections prudhommales de 2008). Issue de la radicalisation du syndicalisme chrétien (scission majoritaire de la CFTC en 1964), radicale et autogestionnaire dans les années 1960 et 1970, elle a été « recentrée » sous la houlette d'Edmond Maire après 1978 et a exclu ses courants radicaux des secteurs des Postes et Télécommunications et de la Santé en 1988. La CFDT a soutenu contre les grévistes la réforme des retraites en 1995, puis celle de 2003, ce qui a provoqué de nouveaux départs des courants radicaux. François Chérèque est son secrétaire général depuis 2002.
10. En 2012 auront lieu les prochaines élections (présidentielle et législatives) en France.
11. Le Front de gauche réunit notamment le PCF (Parti communiste français) et le PG (Parti de gauche) créé à la faveur de la sortie du PS de groupes de militants dont le principal leader est l'ancien sénateur et ministre socialiste, et actuel député européen, Jean-Luc Mélenchon.
12. Attac est une association d'éducation populaire visant à lutter contre le libéralisme et à diffuser des arguments contre les politiques libérales et en faveur d'une autre répartition des richesses. Copernic est une fondation dont les objectifs sont proches.

Inprecor n° 567-568 novembre-décembre 2010

Ce n'est qu'un début... Notes sur le mouvement social de Septembre-Octobre 2010 et sa mise en perspective

Par Francis Vergne

Une étape importante dans le renouveau de la lutte des classes

Le mouvement social que nous venons de connaître invite à échanger pour confronter les analyses mais aussi pour débattre des suites et des perspectives. Par son ampleur, sa durée, son ancrage social et populaire, ses formes et sa dynamique, il constitue sans doutes, comme le notait la résolution sur la situation politique et sociale votée par le CPN du NPAdu 13 et 14 Novembre « l'évènement le plus important depuis le congrès de fondation du NPA et depuis l'arrivée au pouvoir de Sarkozy »

Les quelques remarques que je souhaite développer viennent prolonger ces analyses dont le contenu me semble, à quelques nuances près, à la fois juste et partagé par une large majorité de camarades du NPA mais aussi parmi les secteurs les plus combatifs et les plus mobilisés : discrédit profond et durable du pouvoir, riposte de classe sur le terrain social et politique, compréhension en acte de la nécessité – sinon de la possibilité immédiate – d'aller vers la grève générale reconductible pour faire reculer le pouvoir et gagner.

Cela est d'autant plus remarquable que l'on ne peut que pointer toutes les ambiguïtés de l'intersyndicale nationale. Elle a certes fixé une série de rendez vous unitaires qui donné des échéances de mobilisation et favorisé une forte présence dans les manifestations, mais ne s'est jamais donné pour objectif le retrait du projet. Elle n'a pas condamné les formes les plus radicales de lutte - dont les blocages – mais ne s'est pas appuyé non plus sur elles pour inciter à les généraliser et essayer de construire le mouvement vers la grève générale. Personne n'a rompu l'unité pour aller négocier avec le pouvoir – il est vrai qu'il n'y avait pas grand chose à négocier.. - mais en même temps les « grandes confédérations » ont accompagné le mouvement en évitant l'épreuve de force avec le gouvernement. La préoccupation, juste au demeurant, de gagner la bataille de l'opinion publique a sans doutes permis de poser de façon citoyenne la question des retraites comme un problème de société et de choix politique de fond mais a également servi d'alibi pour autolimiter le mouvement.

Il est intéressant également de noter, que tout en maintenant le cap sur l'unité, des organisations comme Solidaires [1] – ou dans une moindre mesure la FSU - ont su s'exprimer et faire des propositions pour impulser une autre dynamique au mouvement. Et, sur le plan local, il est tout à fait significatif que des équipes militantes ou des structures - UL voire UD – de la CGT soient allés dans le même sens.

Il est par contre vrai et cela touche aux limites du mouvement qu'il n'y a pas eu de dynamique de masse de débordement des cadres syndicaux nationaux en vue d'une généralisation durable de la grève. De même l'exaspération sociale et le rejet radical de Sarkozy et de sa bande ne se sont pas traduits par l'exigence clamée haut et fort de démission du gouvernement.

Une présence forte, visible, bien comprise et unifiée du NPA et de ses militants

La résolution citée plus haut insiste également sur le « baptême du feu » qu'a représenté pour le NPA l'intervention dans le mouvement. Ses militants ont été non seulement au cœur de la mobilisation mais, en bien des lieux, directement utiles à son développement. Et, si l'on en juge par l'accueil ces interventions ont été appréciées et comprises. En s'appuyant sur une forte aspiration unitaire le NPA a agi concrètement pour lever les obstacles. Il serait faux et prétentieux de dire que la réussite est complète (en particulier

pour faire en sorte qu'existent des AG interprofessionnelles, pour que toutes les composantes d'un salariat structurellement divisé – public/privé, grosses entreprises/PME, précaires /sous CDI, etc.. - se rejoignent ou encore pour que des formes plus affirmées d'auto organisation se mettent en place) mais ces efforts ont été souvent reconnus et c'est sans doute là un acquis précieux pour l'avenir. Les graines semées à cette occasion pourront germer et grandir dans les têtes.

C'est aussi un acquis pour l'unité du NPA dans la mesure où les différences qui existent sur un certain nombre d'analyses et d'approches de questions politiques, électorales.. ou de rapport au religieux n'ont guère compté dans le mouvement. Toutes sensibilités confondues le NPA a travaillé dans le même sens, renforcé les mobilisations unitaires dans les secteurs en lutte et autour d'eux, par exemple en faisant vivre les collectifs unitaires et leurs initiatives.

Il faut également relever le soucis d'articuler le social et le politique et de contribuer à ce que les frontières et un partage des rôles paralysant – aux syndicats la conduite des luttes, aux partis la politique et surtout les élections – soit remis en question. Tout en respectant l'indépendance des uns et des autres, les « politiques » ne doivent pas s'autocensurer et s'interdire de s'exprimer sur les stratégies de lutte utiles pour gagner. Réciproquement les syndicats ont quelques comptes à demander à ceux qui se présentent comme la solution électorale pour 2012, sur leurs engagement précis et leur remise à plat ou pas des destructions sociales massives de la droite sur tous les terrains : protection sociale, droit du travail, service public, emploi, salaire et bien sûr retraite dont la question de l'allongement du temps de cotisation. L'idée d'un possible front social et politique à contenu anticapitaliste regroupant des partis, des syndicats et associations, et des citoyens a peut être commencé à faire son chemin. Non seulement des individus mais des « équipes militantes » peuvent être intéressés à cette perspective

Au total le NPA est bien apparu, sans sectarisme mais en toute clarté, comme le parti de ceux qui luttent et veulent dès aujourd'hui commencer à construire un avenir alternatif au capitalisme et à ses dégâts mortifères. Cela positionne bien pour expliquer sans attendre dans les élections et au delà le contenu et les principales mesures d'auto défense d'un « plan d'urgence » et de solutions à la crise fondées à la fois sur la mobilisation sociale et le contrôle du monde du travail sur le capital. C'est certainement là l'occasion de combler au moins en partie l'important fossé qui demeure entre la reconnaissance incontestable d'un rôle et d'une utilité dans les luttes d'une part et d'autre part d'une crédibilité politique et électorale encore trop faible.

Ce n'est qu'un début

Ce constat ne doit conduire ni à l'autosatisfaction ni à l'attentisme. Si le vote de la loi clôt bien une séquence de la lutte des classes, on s'accordera à dire que rien n'est réglé, ni terminé. Ce n'est certainement pas terminé du côté d'un gouvernement de classe et de combat prêt à poursuivre avec la légèreté du rouleau compresseur ses réformes destructrices de tous les acquis et de tous les droits sociaux. Le trait dominant est la fuite en avant financière et productiviste qui dessine les contours d'un monde marqué par la marchandisation et la privatisation sans limite du social et de l'écologique (capitalisme vert...) Si changement il y a, il réside dans l'accentuation de la politique sécuritaire et de division raciste du salariat et de la population pauvre. Plus de fioriture, d'ouverture et autres attrapes gogos. Place au seul gouvernement des riches pour les riches. La seule limite à leur offensive sera la capacité collective à résister et à rendre coup pour coup.

Pour paraphraser le vieux « caudillo »- De Gaulle - dont il lui arrive encore de se réclamer, Sarkozy et les siens ont gagné une bataille mais la guerre de classe est loin d'être finie. Dire aujourd'hui : « ce n'est qu'un début... » ce n'est pas seulement une invitation à reprendre un vieux slogan de 68 dont la conclusion était : continuons le combat ! C'est aussi indiquer que nous assistons à une perte de légitimité et un ébranlement profond et durable de la domination de l'ordre capitaliste néolibéral . Celui ci tire essentiellement sa force du fric et des institutions bourgeoises à son service, mais de moins en moins d'une base sociale qui se rétrécit et s'inquiète d'un avenir imprévisible et en particulier de la menace de « paupérisation » de l'ensemble des classes moyennes qui assurent traditionnellement la stabilité des régimes en place.

Encore cette situation est-elle loin d'être un cas isolé en Europe et dans le monde : les plans d'austérité « XXL » pilotés dans une belle unité par le FMI la droite et les sociaux-démocrates se déclinent du Portugal à l'Espagne, de l'Irlande à la Grande Bretagne et suscitent rejet massif et résistances sans doute encore trop timides et trop isolées. Mais de l'Europe à l'Amérique latine et jusqu'à la Chine où la classe ouvrière se fait entendre, leur monde se fissure et des brèches s'ouvrent découvrant de nouveaux horizons et de

nouveaux espaces de lutte. Pour revenir sur la séquence liée en France à la loi sur les retraites, on pouvait craindre encore il y a quelques mois deux scénarios catastrophe : celui d'une victoire du gouvernement sans combat qui aurait sans doute entraîné découragement et résignation et celui d'un affrontement brutal se terminant par une défaite majeure voire un écrasement, sur la mode de la défaite infligée au mineurs anglais par Thatcher en 1984. Rien de tel ne s'est produit. La loi est certes votée mais les forces de résistance sont loin d'être battues. Des affrontements décisifs sont encore devant nous auxquels nous devons nous préparer.

Unifier le mouvement du salariat et de la jeunesse autour d'objectifs anticapitalistes

Dans cet « entre deux » il est sans doute utile de repérer un certain nombre de tendances et de changements y compris par rapport d'autres périodes de luttes (1995, 2003, 2005). Un changement important et positif correspond au retour au premier plan de la classe ouvrière. Non pas qu'elle ait socialement disparue mais touchée de plein fouet par les restructurations et les politiques patronales – dont un « nouveau management » individualisant à l'extrême les relations de travail et les salaires – éclatée et syndicalement affaiblie, trahie, méprisée et parfois déboussolée, sa voix avait bien du mal à se faire entendre. Ce n'est plus totalement le cas aujourd'hui : les difficultés pour lutter collectivement dans un contexte de chômage et de précarité ne sont certes pas annulées, mais on a vu dans le mouvement la classe ouvrière, y compris dans sa composante industrielle, relever la tête et prendre progressivement conscience de sa force liée à la place encore décisive (cf raffineries) qu'elle occupe dans la production et la circulation des biens. Il y a longtemps en tous cas que l'on n'avait pas ressenti à cette échelle là une telle fierté et un tel désir de se faire respecter.

Cela doit conforter une activité militante plus orientée vers une expression politique régulière en direction des entreprises publiques et privés et des services. Mais plus globalement prenons au sérieux l'hypothèse d'un nouveau cycle de lutte et de manifestations multiformes en réponse à la crise du capitalisme néolibéral, même s'il est vraisemblable que ce cycle ne se développe pas de façon linéaire et homogène. Une certaine désynchronisation des secteurs en lutte et de leur niveau de mobilisation peut perdurer. [2] C'est une raison supplémentaire pour avancer la perspective générale de construction dans la durée et de renforcement d'un mouvement social et politique de masse qui unifie l'expression de l'ensemble des exploités et des dominés.

Il convient de le faire sans retard et sans impatience, avec détermination mais sans adopter la posture du « professeur rouge » ou du donneur de leçon. L'heure est moins que jamais à un parti qui dirige mais à un parti qui propose, aide à voir clair par l'échange, organise, accompagne la consolidation et l'unification progressive de notre classe en mouvement dans toute sa diversité - la classe de ceux qui vivent (travailleurs), ont vécu (retraités) ou vont vivre (jeunes) de leur travail. D'expérience en expérience, de défaites partielles dont on tire les leçons en résistances qui resurgissent, ce mouvement connaîtra des avancées et des reculs. Il cherche et tâtonne pour trouver sa voie. Une priorité s'impose : l'aider à grandir et à prendre confiance. [3]

Articuler les échéances sociales, politiques et électorales

La conjoncture qui s'ouvre pour les mois qui viennent commande de ne pas séparer mais au contraire d'articuler les échéances sociales, politiques et électorales. Il serait bien peu responsable de faire l'impasse sur les unes ou les autres et ce serait en tous cas la négation même de la volonté d'unir le politique et le social. Ces échéances sont à la fois inscrites dans la réalité et dans la tête de tous et de chacun. Il n'est pas difficile de comprendre qu'elles peuvent se rejoindre ou se disjoindre, se synchroniser ou se désynchroniser, se répondre et se renforcer mutuellement ou au contraire demeurer séparées et isolées, engendrer l'espoir et la repolitisation ou au contraire le dépit, le sentiment d'occasion gâchée et le découragement. En bref ces échéances sont interdépendantes et nous devons être ceux qui travaillons à les clarifier, les articuler et les unifier .

Pour ne prendre que deux contre exemple, il est clair que l'attentisme social jusqu'à 2012- auquel pousse de façon intéressée le PS - conduirait à engranger défaite sur défaite sans réagir et à dégrader le rapport de force, avec comme seule perspective à l'arrivée une alternance sans aucun changement de cap politique. Mais à l'inverse une accumulation de luttes sociales qui de fait - nous venons d'en avoir la démonstration - n'aboutissent pas puisque le gouvernement de Sarkozy ne cède rien, ne saurait être

dissociée d'une perspective de changement électoral et politique global. Pour résumer le dilemme il arrive de dire : « qu'il cède ou cède la place ». Mais comme il ne cède pas et ne cède pas la place non plus, inmanquablement, dans la tête de toute personne normalement constituée se pose la question suivante : quels leviers utiliser pour qu'il cède la place et pour faire aboutir les exigences sociales majeures. L'échéance des élections présidentielles et législatives de 2012 – et dans une moindre mesure les élections cantonales de 2011 - mettra à l'ordre du jour qu'on le veuille ou non et ce à une échelle de masse la question de balayer la racaille sarkosiste et la droite et, en même temps, de satisfaire les revendications populaires.

La question est donc encore et à nouveau posée : comment virer la droite et mener une véritable politique de gauche ? Il importe d'avoir une réponse à la fois claire sur le programme qui doit inclure la satisfaction de ces revendications et l'engagement à défaire tout ce que la droite a mis en place en matière de régression sociale, et unitaire sur le plan de la stratégie. Pour boussole demandons nous donc ce qui renforce ou au contraire affaiblit le mouvement social et politique dans son ensemble et agissons en conséquence.

Et pour cela posons nous encore quelques questions simples : une demi douzaine de candidats aux présidentielles et aux législatives de 2012, représentatifs des différents courants sous courants voire sectes en tous genres de la « gauche de la gauche » et se livrant une concurrence « libre et non faussée » pour se partager le marché électoral de la gauche de gauche, est-ce bon, pas bon ou n'en a-t-on rien à battre ? Cela va-t-il susciter l'adhésion populaire ou au contraire l'écœurement et à l'arrivée l'hégémonie maintenue du PS (possiblement flanquée des Verts) sur la gauche ? Cela sera-t-il jugé « globalement positif » ou au contraire irresponsable et bien révélateur de l'incapacité chronique à s'unir de la part de ceux qui prétendent constituer une alternative à la gauche du PS ? Dit autrement : l'exigence de clarté politique anticapitaliste et d'indépendance à l'égard du PS sera-t-elle conçue comme un guide pour réaliser des alliances ou un alibi pour justifier la division et l'impuissance politique de bureaucraties petites et grandes incapables de voir plus loin que le bout du nez de leur gestion boutiquière et de leur auto reproduction nombriliste ?

Repenser et actualiser la question stratégique

La réponse apportée ne résout bien sûr pas à elle seule la question complexe d'une stratégie de transformation sociale et écologique ou si l'on préfère de révolution de la société qui reste à concevoir et à expliciter. Mais elle conditionne en partie la façon dont on avance pour la résoudre. Rappelons que l'un des principes fondateurs du NPA était de reconnaître - avec une certaine sagesse - que cette question stratégique n'était pas tranchée et qu'en tout état de cause les références idéologiques historiquement datées et grosses d'interrogation sur les possibles dérives antidémocratiques du léninisme et du trotskisme - dont la destruction de l'état bourgeois et la dictature du prolétariat comme condition de toute transformation sociale d'envergure - étaient incompatibles avec la conception d'un parti large ouvert à différents courants qui ne partageaient pas forcément cette vision de la transformation sociale. La réflexion stratégique doit donc se poursuivre sans prétendre à une conclusion définitive et prématurée. Ce n'est pas un luxe : très concrètement beaucoup de ceux qui partagent la critique du capitalisme s'interrogent à juste titre sur comment le renverser et aller vers un monde plus juste socialement, respectueux des écosystèmes et plus démocratique (et éventuellement éviter qu'il ne soit pire..)

La critique de stratégies réformistes illusoire – dont celle du PG et de Jean Luc Mélanchon dans sa version « la révolution sans peine », par les urnes et « l'insurrection citoyenne » - doit se mener. La tribune de Samy Joshua et Ingrid Hayes publiée récemment dans Le Monde [4] y contribue en faisant souvent mouche et en montrant le caractère irréalisable d'un tel projet. Mais comment ne pas être frappé par l'écart entre l'ampleur de la critique et la minceur des contre propositions stratégiques alors même que ces camarades reconnaissent – excusez du peu ! - que « les élections sont d'une importance décisive pour l'expression des évolutions politiques », que « la présence institutionnelle y est un enjeu majeur » et que « la combinaison de l'activité dans ces deux sphères est à discuter » ? Arrivé au terme de la critique, est-on vraiment plus avancé ? On voit bien ce qu'il ne faut pas faire mais pas ou si peu ce qu'il convient d'entreprendre. L'aveu de l'impasse stratégique tombe en forme de couperet : « nul ne sait à quoi ressemblerait une révolution dans le futur ».

C'est sans doute en partie vrai. Dès lors pourquoi ne pas dire que si personne n'a toutes les réponses nous avons la volonté d'en débattre et d'inventer ensemble. Ce qui ne s'oppose pas à la réflexion historique et politique et, à cet égard, un certain nombre d'analogies (Juin 36 et la grève générale avec

occupation comme prélude à des conquêtes sociales que le Front populaire en lui même n'aurait jamais amené, Mai 68 dans sa déclinaison brève du cas français associant « insurrection étudiante » et grève générale ou dans le Mai rampant italien courant sur plusieurs années), peuvent être éclairantes. [5] A condition toutefois de ne pas sacrifier la stratégie du présent à celle du passé. La combinaison dialectique de l'intervention sociale et écologique, politique et électorale dans le mouvement social et politique telle qu'évoquée constituerait une expérimentation grandeur nature du plus grand intérêt pour enrichir et au besoin rectifier et actualiser les références passées. C'est pour l'essentiel sur la base d'une telle expérience commune qu'un « commun stratégique » pourrait alors advenir.

Le 25/11/2010

Notes:

[1] On reconnaîtra en particulier la grande qualité et l'utilité du Bulletin quotidien sur la grève de Solidaires.

[2] Il est ainsi notable que les secteurs qui ont joué un rôle d'entraînement et d'avant garde - Cheminots en 95, enseignants en 2003, jeunes en 2005, etc.. - ne sont pas les mêmes et peuvent dès lors que la lutte n'a pas été victorieuse connaître un découragement plus ou moins durable.

[3] Ernest Mandel, évoquait fréquemment à ce propos la « dialectique des conquêtes partielles ».

[4] Voir sur le site Europe Solidaire Sans Frontière (ESSF) : Congrès du PG : La réactualisation de l'illusion réformiste

[5] Dans un article récent Philippe Corcuff estime que le mouvement que nous venons de connaître sur les retraites serait plus en phase avec le « Mai rampant » italien au cours duquel de 68 à 72 « luttes universitaires et luttes ouvrières locales, luttes urbaines contre la hausse des loyers, journées d'action professionnelles et journées de grève générale, manifestations localisées et manifestations nationales » se sont combinées dans un mouvement qui connaît « une mobilité et une dynamique protéiforme débouchant sur une série d'acquis sociaux »... « parsemé d'une multiplicité d'affrontements avec le pouvoir politique et le pouvoir patronal, sans connaître un moment de paralysie généralisée (à la manière de notre Mai 1968) ». On appréciera cette invitation au métissage des expériences. Il nous sera par contre plus difficile de suivre Philippe dans son appel à une guérilla sociale et citoyenne – jusque là ça va - joyeuse et pacifique inspirée de l'exemple italien. Les conquêtes particulièrement portées par « l'autonomie ouvrière » du Mai Rasant italien, reposaient bien souvent sur un illégalisme de masse qui supposait un niveau d'affrontement avec le pouvoir d'état qui ne se caractérisait pas principalement par son caractère joyeux et pacifique. (La contribution de P. Corcuff est disponible sur ESSF : Pour une guérilla sociale durable et pacifique

Automne 2010 – Manifestations, grèves, blocages : Modifications et cohérences

Par Patrick Le Moal

L'analyse d'un mouvement de l'importance de celui-ci est indispensable, pour mesurer en quoi il s'agit de la poursuite de la situation antérieure, en quoi les éléments nouveaux modifient la situation de la classe des salariés, le rapport de force avec la bourgeoisie. Prendre le recul nécessaire à un tel travail n'est pas facile lorsqu'on est toujours dans la mobilisation, dans le mouvement lui-même, car à la date où ces lignes sont écrites, la seule chose qu'on peut affirmer, c'est que si les grèves sont arrêtées, la mobilisation n'est pas terminée.

Cette contribution vise donc seulement à donner des éléments d'appréciation utiles, sachant qu'une analyse plus complète impose un travail collectif, des échanges, un recul plus grand : ce qui se passe dans la conscience de millions de salariés n'est pas homogène, évolue. Il est donc normal que les échanges soient multiformes, à l'image de la réalité. Mais pour un parti comme le notre, pour donner une efficacité à notre intervention, il est indispensable d'avoir un point de vue qui permet des décisions aussi pertinentes que possible.

Quels moyens pour apprécier la situation ?

Un des moyens politiques est de décrypter les décisions, les comportements et les déclarations des responsables d'organisations ayant une implantation importante dans la classe des salariés, qui leur donne une vision s'appuyant sur les réactions, les volontés, des salariés eux-mêmes.

Par exemple, lorsqu'on entend le secrétaire général de la CFDT, qui souhaitait arrêter les appels à la mobilisation après le vote de la loi, déclarer qu'il continue car les militants le demandent, il n'est pas déraisonnable d'en conclure qu'une bonne partie de la base de la CFDT, en tout cas suffisamment importante pour ne pas être négligée par Chérèque, est bien décidée à continuer et que Chérèque risque trop gros s'il appelle à l'arrêt.

De la même manière, le comportement du Medef dans toute cette période est particulièrement calme et discret, comme s'il voulait se faire oublier, et ne pas en rajouter. Mais ces raisonnements par déduction de ce que font et disent les autres, s'ils sont utiles, sont obligatoirement imparfaits.

Ce qui est le plus efficace, le plus fin est le retour des militants du NPA, la mesure du changement d'état d'esprit des collègues de boulot, des syndicalistes avec qui on milite, des voisins, des amis, de la famille, des salariés sur les marchés, dans les manifestations... bref toutes ces modifications qui sont les révélateurs d'une évolution plus large dans la conscience de la classe des salariés.

Mais l'implantation du NPA n'est pas assez importante pour nous donner une appréciation directe complète des processus profonds d'évolution politique de la classe des salariés. Pour mesurer nos limites, il est nécessaire de donner quelques éléments sur la réalité de la classe des salariés aujourd'hui.

Quelques rappels

Les grandes données sont les suivantes : 40 millions de plus de 15 ans, avec une population « active » selon la définition du BIT (actifs et chômeurs) de 28 millions de personnes, soit 26 millions d'actifs et 2 millions de chômeurs. Ce chiffre des chômeurs ne comptabilise que les sans emploi ayant la qualification de chômeurs. De notre point de vue, ce chiffre avoisine plutôt les 4 millions (RMIstes, préretraités obligés, etc), sans compter les sous-emplois, les temps partiels imposés, etc. ...

Sur les 26 millions d'actifs, il y a :

- 2,4 millions de non salariés (employeurs, artisans, ...) dont 0,4 millions paysans
- 23,6 millions de salariés dont
 - * emplois dans le privé : 17 millions de salariés, dont
 - o 7 millions dans l'industrie, (dont 1,5 dans la construction),
 - o 10 millions dans le tertiaire (dont 1,5 dans les transports, et 0,5 intérimaires)
 - * Fonctionnaires au sens large : 7 millions d'agents dont
 - o fonction publique hospitalière : 1 million
 - o fonction publique territoriale : 2 millions, dont
 - ** 1 million dans les communes
 - o Fonction publique état : 3 millions
 - ** 1,7 millions d'agents titulaires et non titulaires, dont 1,06 millions d'agents dans les ministères de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
 - ** 0,415 militaires et civils du ministère de la Défense
 - ** 0,331 millions d'agents d'établissements publics administratifs ayant un statut de droit public,
 - ** 0,480 millions composés des salariés de La Poste, des caisses nationales de sécurité sociale, des établissements publics industriels et commerciaux, des groupements nationaux d'intérêt public et de l'enseignement privé sous contrat..

Les statistiques sont trompeuses, car l'externalisation de fonctions tertiaires précédemment assurées au sein des entreprises industrielles diminue la part relative de l'industrie. Cependant, même si les statistiques l'exagèrent, l'évolution générale est indiscutable.

Ces emplois sont organisés en lieux de travail un peu unifiés, les établissements : Il y a 6122 établissements de plus de 200 salariés, (2102 dans l'industrie) dont

- 1512 établissements entre 500 et 2000 salariés, (616 dans l'industrie)
- 131 établissements de plus de 2000 salariés, (62 dans l'industrie)

La moitié des salariés du privé travaillent dans des établissements de moins de 50 salariés, et un quart dans des établissements de 50 à 200, le dernier quart dans ceux de plus de 200 salariés.

On mesure avec ces données nos limites pour apprécier des mouvements profonds dans les secteurs de la classe salarié dont nous sommes absents. Nous sommes présents dans les organisations syndicales les plus combattives, nous militons dans les villes avec les militants les plus actifs avec lesquels on se retrouve sur les piquets, dans les blocages. Mais notre implantation dans les lieux de travail, là où s'organisent des structurations collectives à la base, où se fait un travail de fond parmi les salariés, là où se décide la grève, est limitée, surtout dans les entreprises privées.

Les bilans, les appréciations des camarades de ces secteurs sont très importants, irremplaçables. Mais elles ne représentent qu'une partie de la réalité, et pour l'analyse du mouvement global, il est indispensable de prendre du recul. Evitons de généraliser à partir de l'enthousiasme de camarades qui ont été dans un niveau de mobilisation très élevé, dans un secteur très combattif, ou de l'insatisfaction de camarades militant dans un secteur, une entreprise où il n'a pas été possible d'enclencher une réelle mobilisation.

Manifestations : du jamais vu

Le recours à la manifestation existe depuis qu'existe le mouvement ouvrier moderne à partir du début du 19° siècle, mais il a pris depuis la fin des années 1970 une importance croissante comme mode d'expression politique et social.

En 1988, un français sur deux était prêt à manifester, en 1995 deux sur trois, et en 2002, trois sur quatre, ce qui range la manifestation au même rang que la grève pour les moyens d'action. Les jeunes sont les plus nombreux à l'approuver. Les manifestations de masse, interprofessionnelles, sont devenues une des formes d'expression des mobilisations de la classe des salariés, pour influencer sur l'opinion, influencer le pouvoir politique. C'est une des grandes évolutions de ces dernières décennies. [1]

Rapide rappel sur 1968 : on sortait d'une période ouverte en 1958 durant laquelle beaucoup de manifestations étaient interdites (le 1er mai 68, c'est la première manifestation du 1er mai autorisée depuis 1958).

Durant la mobilisation étudiante et la grève générale, il y a eu deux journées de très grosses manifestations :

- le lundi 13 mai (après la nuit des barricades et avant la grève générale), 1million/450 000 (450 manifestations),
- le 29 mai à l'appel de la CGT « pour un gouvernement populaire » : à Paris env 500 000.

Le reste du temps, il y a eu de multiples manifestations, à Paris de dizaines de milliers de manifestants ; une de 100 000 le 24 mai et le meeting de Charletty le de 50 000. Du côté de la réaction, grosses manifestations le 30 mai et les jours suivants (Paris 1 million / 300 000)

1995 Contre le plan Juppé sur retraites et sécurité sociale 24 nov / 19 déc

Avant, le 10 octobre, journée action fonctionnaires très suivie (55%) avec manifestations

15 novembre, présentation plan Juppé

Vendredi 24 novembre : 1 million / 500 000 (début grèves cheminots, ratp...)

Mardi 28 novembre : 500 000 ???

Mardi 5 décembre : 1 million / 700 000

Mardi 12 décembre 1995 : 270 manifestations : 2,25 millions / 1 million

Le 15 décembre, retrait de certains points de la réforme sur les retraites

2002 Anti-le Pen

1er mai 2002 : 1,3 millions (organisateur) avant le second tour pour les présidentielles.

2003 Contre le plan Raffarin sur réforme des retraites

Mardi 13 mai 2003 : 2 millions / 1 million

Dimanche 25 mai 2003 : manifestation paris 800 000/ 350 000

Mardi 3 juin 2003 : 1,5 millions / 455 000

Mardi 10 juin : ??

2005 Pour l'emploi et le pouvoir d'achat

4 octobre 2005 : 143 manifestations : 1,5 millions / 500 000 selon la police

2005 Pour les salaires et les 35 heures.

10 mars 2005 - 1 million / 500 000 selon la police

2006 CPE 7 mars / 10 avril

7 février 2006 - 218 000 / 400 000

7 mars 2006 - 1 million / 400 000

Jeudi 16 Mars - 800 000 / 450 000

Samedi 18 Mars 2006 - 160 cortèges - 1,5 million / 500 000

Mardi 28 mars 2006 - 3 millions / 1 055 000

Mardi 4 avril - ??? beaucoup de blocages

Retrait CPE 10 avril

2008 retraites

22 mai 2008 : 700 000/ 300 000

2009, emploi, salaires, etc ...

29 janvier 2009 - 2,5 millions / 1,08 millions

19 mars 2009 - 254 manifestations : 3,2 millions / 1,2 millions

2010 Retraites 7 septembre / ? novembre

Jeudi 24 juin 2010 : 2 millions / 800 000

Mardi 7 septembre 2010 - 2,7 millions / 1,12 million

Jeudi 23 septembre 2010 - 3 millions / 997 000

Samedi 2 octobre 2010 - 3 millions / 899 000

Mardi 12 octobre 2010 - 3,5 millions / 1,23

Samedi 16 octobre 2010 - 3 millions / 825 000

Mardi 19 octobre 2010 - 3,5 millions / 1,1

Jeudi 28 octobre 2010 – 2 millions / 560 000
Samedi 6 novembre 2010 – 1,2 millions / 375 000

On participe aux manifestations, mais on n'est pas toujours en grève : les manifestants peuvent être en grève, reconductible, pour une journée, en débrayage la demi journée ou même seulement les heures nécessaires à la manifestation qu'ils quittent rapidement pour retourner au travail, mais aussi il peuvent être en RTT, en repos....

Pour un nombre important de salariés, ce qui est important et accessible, c'est la participation aux manifestations : il est vrai que plusieurs victoires de ces dernières années sont dues pour une part à la puissance des manifestations : souvenons-nous de la phrase du premier ministre Juppé affirmant que s'il y avait 2 millions de manifestants dans la rue « mon gouvernement n'y résisterait pas », et du Jupéthon que cela a entraîné.

Le bilan est clair : il n'y a jamais eu de manière répétée, 8 manifestations sur deux mois, autant de manifestants dans les rues :

- les chiffres les plus élevés de 1995, du CPE, de 2009, sont atteints et/ou dépassés au moins 3 fois ;
- il y a 5 ou 6 journées de manifestations durant ces deux mois lors desquelles les chiffres atteignent les niveaux les plus élevés de ces 30 dernières années (environ 1 million pour la police et 3 millions pour les organisateurs) ;
- 15% / 5% de la population active a participé à ces manifestations (estimation évidemment : on doit retirer les jeunes lycéens, les retraités, mais ajouter ceux qui n'ont participé qu'à une ou deux manifestations ...), avec un soutien permanent de 70% de la population ;
- les manifestants étaient de plus en plus jeunes, indépendamment des lycéens, les trentenaires étaient dans les dernières manifestations en très grand nombre, comme si une nouvelle génération se mettait en mouvement.

Les manifestations sont les lieux de l'unité la plus large du mouvement, ou le mouvement montre sa force : tout le monde y est, syndicats même les plus droitiers, et tous les partis de la gauche institutionnelle et évidemment les partis anticapitalistes ou d'extrême gauche. Chacun exprime son point de vue, distribue des tracts, scande ses slogans. Les débats sur les chiffres occultent en partie les dynamiques politiques à l'œuvre dans ces manifestations. C'est un lieu dans lequel les secteurs en grève, les plus combatifs et impliqués sentent un soutien de masse, c'est aussi un lieu de politisation.

Grèves : la mobilisation la plus importante depuis 1995

La grève, comme moyen de lutte qui bloque les entreprises, l'économie, qui permet une action collective des salariés enfin débarrassés de l'exploitation quotidienne est un moyen irremplaçable d'action et de politisation, qui devient directement politique dès qu'elle se généralise.

Nous nous sommes battus avec détermination pour que les grèves qui se sont multipliées se transforment en une grève générale. Indiscutablement, nous n'avons pas atteint cet objectif. Il me semble que la façon dont Ernest Mandel parle de la grève générale permet de cadrer ce que nous cherchons en combattant pour ce mode de combat : « Où se sépare une grève générale d'une grève simplement large ?

Quelques unes des principales caractéristiques sont :

- a) qu'elle est largement interprofessionnelle non seulement dans la participation mais aussi dans les buts.
- b) qu'elle déborde très largement du secteur privé incluant des éléments décisifs de tous les travailleurs des services publics, de sorte qu'elle paralyse non seulement les usines mais aussi toute une série d'institutions de l'État : chemin de fer, gaz, électricité, eau, etc.
- c) et que l'atmosphère, c'est insaisissable mais c'est peut-être le facteur le plus important, qui est créée dans le pays est une atmosphère d'affrontement global entre les classes, c'est-à-dire que ce n'est pas un affrontement entre un secteur du patronat et un secteur de la classe ouvrière, mais que toutes les classes de la société ont l'impression que c'est un affrontement entre la bourgeoisie dans son ensemble et la classe ouvrière dans son ensemble, même si la participation des travailleurs à cette grève n'est pas à 100% ou à 90%.

Une grève générale est objectivement politique, du fait qu'elle implique un affrontement avec la bourgeoisie dans son ensemble et avec l'État bourgeois, mais il n'est pas nécessaire qu'elle en ait conscience dès le

départ « Il y a un grand exemple historique en Europe, peut-être le plus grand jusqu'à mai 68, qui le confirme, qui est l'exemple de juin 36 où aucune revendication politique n'était avancée, où les ouvriers occupaient les usines et avançaient, apparemment seulement, des revendications de type économique (réduction des heures de travail, congés payés, etc., à la limite »contrôle ouvrier"), mais où Trotski lui-même et tous ceux qui, avec un peu d'honnêteté, ont examiné ce mouvement, se rendaient bien compte du fait que ces travailleurs réclamaient infiniment plus dans le fond que ce qu'ils étaient capables d'articuler. Et ce serait une très grave erreur de juger la nature d'une grève d'après la capacité d'expression consciente de ceux qui la portent à un moment déterminé.

Croire qu'une grève n'est seulement générale que si elle avance des revendications politiques, cela revient à dire « une grève n'est seulement générale que si ceux qui la dirigent et en expriment les revendications sont conscients de tout ce qu'elle implique ». Cela restreint d'une manière très dangereuse l'application du concept de grève générale. La conclusion qui s'en dégage c'est que l'avant-garde révolutionnaire s'efforce dès le début du mouvement d'en exprimer la nature politique, les objectifs qui dépassent les objectifs économiques ou propres à tel secteur et que son effort de politisation doit être courant. »

La grève était nettement interprofessionnelle, puisqu'elle a impliqué de manière durable en dehors des journées d'actions, les raffineries, les ports, la SNCF, la santé, des centaines d'entreprises privées (à différents niveaux d'implication), les territoriaux, Avec des revendications globalisantes.. mais elle n'a jamais bloqué l'économie du pays, même si les salariés en lutte à divers niveaux avaient conscience de l'affrontement avec le gouvernement et les patrons dans leur ensemble : la reprise massive de mots d'ordre dans les manifestations dépassant la question des retraites le montre : « tout est à nous .. », « nous n'en voulons plus de cette société-là.. »...

Quelle est l'ampleur réelle des grèves des semaines passées, au regard de la situation de ces dernières années.

De quels indicateurs disposons- nous ?

Le ministère du travail utilise depuis très longtemps les JINT (journées individuelles non travaillées). A la fin des années 70 le chiffre indiquait plus de 3 millions par an et « a chuté, par paliers successifs, avant d'osciller, à partir du milieu des années 1990, dans une fourchette comprise entre 250 000 et 500 000 JINT » [2].

Ces chiffres sont critiquables, (même si l'évolution générale est difficilement contestable, il est plus que probable qu'elle n'a pas cette ampleur ?) :

- ils ne prennent pas en compte les autres formes de lutte, débrayages, manifestations
- depuis 2003 ils ne concernent que le secteur privé (edf-gdf, SNCF, la poste à l'écart)
- le recensement incomplet, notamment dans les PME pour les grèves de courte durée : les chiffres doivent être à peu près doublés

Noter : Ce sont les conflits localisés, il n'y a pas prise en compte des périodes de conflits nationaux comme 1995, 2003 ou 2006.

[Tableau non reproduit pour l'heure ici.]

Une enquête plus complète de la Dares (service statistique du ministère du travail), l'enquête réponse [3] donne d'autres indications. Elle différencie le débrayage, la grève de moins de 2 jours, celle de plus de 2 jours, la grève perlée, la grève du zèle, le refus d'heures supplémentaires, manifestations et « autres formes de conflits ». Elle indique que 21% des établissements ont été touchés par l'une des ces formes entre 1996 et 1998, et 30% entre 2002 et 2004.

Elle met en évidence qu'il n'y a pas disparition de la conflictualité en même temps que la diminution de la « forme classique et la plus visible ». « Non que ces formes de conflictualité ainsi repérées soient nouvelles, mais elles occupent désormais une place dominante dans le répertoire d'action au niveau des établissements ». [4]

Les trois grands secteurs dans lesquels le nombre de conflits reste important sont dans le secteur marchand l'industrie (42% des établissements), les transports (36%) et les fonctions publique (enseignants, la poste et les impôts).

L'organisation capitaliste de l'industrie et du tertiaire (distribution et commerce) en flux tendus, qui met les stocks sur les routes, ainsi que la structure de l'espace urbain, qui oblige des millions de salariés à des déplacements quotidiens éreintants, font des moyens de transport et donc des carburants une question essentielle, le talon d'Achille du système. Tous les secteurs qui ont la capacité de bloquer les transports ont celle de bloquer le fonctionnement normal de la société. Et ils ne s'en privent pas : c'est dans le secteur des transports que les grèves ont été les plus importantes ces dernières années. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement a peaufiné après 1995, entre 2003 et 2007 des lois pour limiter les possibilités du droit de grève dans les transports publics, et des lois pour réquisitionner les salariés de droit privé pour des raisons de sécurité, d'ordre public, ici pour la livraison des services d'urgence, là pour la livraison des aéroports, et qu'ils ont essayé cette fois-ci de faire redémarrer purement et simplement une raffinerie, tentative bloquée par les tribunaux. Ils ont bien compris, nos adversaires leur faiblesse, et font tout pour y remédier.

Concernant les évolutions de fond, le développement relatif de modes de conflits de « basse intensité » en dehors de ces secteurs « bloquants » pour l'ensemble de l'économie, il est utile d'y réfléchir, d'en comprendre les raisons, de voir les dynamiques à l'œuvre.

Le chômage est évidemment une raison fondamentale de cette évolution : les grèves diminuent quand le chômage augmente (les courbes sont exactement inversées).

L'affaiblissement du mouvement ouvrier organisé autour d'un projet global de changement de société joue un rôle essentiel du point de vue de la conscience, car l'unification des militants les plus combattifs autour de perspectives communes structure l'action de la classe des salariés. L'appartenance à une classe se fait aussi par un projet politique de cette classe, ce qui manque aujourd'hui cruellement.

Mais il y a aussi des raisons liées à la structuration actuelle du capitalisme. La totalité des grandes entreprises, des grands établissements appartiennent à des groupes internationaux. Le bras de fer des salariés d'une entreprise contre leur employeur, qui a été une forme importante des grèves et des luttes depuis la naissance de l'industrie est difficilement réalisable pour les salariés d'un trust international. Même si certaines usines ont la capacité de bloquer le fonctionnement d'un groupe par une grève bouchon, il est rare que cette grève ait les moyens de faire plier économiquement un groupe international, qui a une assise financière, des productions réparties dans diverses usines dans le monde entier, des moyens pour réagir. Arriver à faire grève tous ensemble au plan national n'est pas facile, mais au plan international, c'est encore plus difficile. Dans cette organisation économique, les patrons ont une longueur d'avance. Il est vrai qu'en retour cela favorise la prise de conscience que l'ennemi n'est pas son patron, mais les patrons et le système, même si on ne trouve pas les moyens de combat adaptés.

Il reste évidemment des entreprises de plus petite taille (dizaines, centaines de salariés, milliers rarement) qui appartiennent à des capitalistes « individuels », mais ces sociétés sont la plupart de temps sous traitantes des trusts, à des conditions économiques drastiques. Ils peuvent s'en débarrasser très facilement, les remplacer par d'autres. Elles sont très fragiles, très flexibles, et les luttes y sont très difficiles pour ces raisons. La grève un peu dure dans ces sociétés se traduit assez rapidement par leur fermeture pure et simple.

Tout cela peut expliquer pourquoi les dernières grèves dures et longues dans l'industrie se sont déroulées contre les fermetures, les licenciements : les salariés n'ont rien à perdre, tout à gagner !

Ailleurs, se développe une autre forme de conflits, qui cherche l'efficacité... qui ne l'a pas trouvée, mais qui montre que l'action de la classe des salariés continue en profondeur contre l'exploitation et le système. Nous ne disposerons de données chiffrées que dans plusieurs mois. Aujourd'hui, il n'est possible de faire que des estimations et des comparaisons. Evidemment on n'est pas du tout dans la même situation que lors de la grève générale de mai-juin 1968.

Rappelons qu'elle avait été précédée en 1967 d'une lutte contre les ordonnances retirant le pouvoir syndical sur la sécurité sociale (grève et manifestations le 17 mai), et de multiples conflits localisés durs (Rhodiaceta, chantiers St Nazaire, Berliet, mines de Lorraine...) : 4,5 millions de JINT (journées individuelles non travaillées) en 1967. Des grèves dures se sont également succédées entre janvier et avril 1968 (Caen, Redon, métallurgie, banques, air-inter, compagnies de navigation et manifestations locales avec dimension régionale dans de nombreux endroits : Pays de Loire, Nord pas de calais, Bretagne, ..le Mans Mulhouse). Les estimations sont de 7 à 9 000 000 de grévistes, (le chiffre de 10 millions est peut être

exagéré : il y a 15 millions de salariés à cette époque).

Dans les statistiques, il y a 150 millions de JINT. Plus de 4 millions de salariés sont en grève trois semaines, plus de 2 millions en grève un mois : c'est un mouvement clef dans l'histoire lutte de classes qui n'a rien à voir avec ce qui vient de se passer. Lorsque des millions de salariés se dégagent de l'exploitation quotidienne, discutent, agissent, l'ensemble des rapports de classe est bouleversé : les salariés prennent conscience de leur force, de leur place dans la société, et peuvent alors penser un changement social complet, une révolution. Pour qu'elle se produise, il faut d'autres évolutions, mais elle devient un des possibles, très concrètement.

Il est intéressant d'avoir des éléments de comparaison avec un autre mouvement de masse gréviste plus comparable, l'hiver 1995. Toujours selon la Dares, le nombre de JINT lors de cet hiver 1995 a été de 6 millions, dont près de 4 millions de jours de grève dans la fonction publique et plus de 2 millions dans les secteurs privé et semi-public.

Il semble raisonnable d'affirmer que ce niveau a été dépassé au cours des deux mois de lutte pour les retraites. La simple addition des manifestants, au moins pour ceux qui sont en grève pour ces journées perçues comme temps forts, plus des secteurs en grève reconductible, même si elle n'était pas totale à l'exception des raffineries, de certains ports et de certains secteurs des territoriaux, nous amènera au moins à ce chiffre de 6 millions de grévistes. Lors de journées d'action, tous les secteurs étaient en grève, plus ou moins importante selon les journées et les établissements.

La grève reconductible a concerné, notamment à partir du 12 octobre, plusieurs dizaines d'hôpitaux, certaines centrales de production électrique, toutes les raffineries et les terminaux gaziers, certains terminaux pétroliers, certains ports, des entreprises privées (pour des raisons diverses, retraites, emploi, etc...selon des modalités diverses, parfois totale, parfois sous forme de débrayages reconductibles), certains secteurs des territoriaux (Marseille, Paris), centres de tri, facteurs, certains secteurs de la fonction publique.... c'est-à-dire qu'elle a été d'emblée interprofessionnelle.

Mais globalement la grève n'a pas pris de caractère de masse, même là où les syndicats, les militants ont appelé à la reconduction. Le débat sur la grève générale nécessaire pour imposer le retrait était présent sous diverses formes, y compris dans des secteurs où les militants anticapitalistes ne sont pas présents. Mais elle n'a pas eu lieu !

Quelle est la part de l'idée que ce n'est pas la mère des batailles « il faut se garder des forces » ; celle de l'impuissance « on ne gagnera pas contre ce gouvernement même s'il faut montrer qu'on n'est pas d'accord » ; celle de la mesure du niveau de l'affrontement sur cette question, bien autre que pour le CPE par exemple, et qu'il fallait vider le gouvernement, créer une crise politique pour faire capoter la réforme « on va pas se lancer dans un mouvement sans un minimum de garanties d'obtenir quelque chose de significatif » ; celle d'autres raisons à élucider. Le débat permettra d'en apprécier les raisons, dans une situation où les sondages estimaient à 70% le soutien au mouvement.

Les directions syndicales, y compris celles de la CFDT, ont été amenées à aller beaucoup plus loin qu'elles le souhaitaient après la journée du 24 juin, confrontées à pression de leurs militants pour continuer, à accumuler les journées d'action pour répondre à cette pression. Mais à aucun moment elles n'ont centré la mobilisation pour la grève jusqu'au retrait du projet de loi.

Qui s'est battu pour la grève générale ?

Nous avons été en phase dans la bataille politique pour la grève générale jusqu'au retrait avec Solidaires, les courants combatifs de la CGT et de la FSU. Ponctuellement certains syndicats des autres centrales s'y sont également impliqués, ici les transports CFDT, etc... . A cette occasion, les courants lutte de classe dans la CGT ont clairement jeté leurs forces dans la reconduction de la grève. Ces courants se sont exprimés dans toutes les réunions CGT durant l'été, ont été présents dans les initiatives de généralisation, de blocages. Les décisions de la CGT chimie étaient clairement orientées vers l'affrontement avec Sarkozy et le gouvernement, ce n'est pas un hasard si la seule grève générale a été dans les raffineries, avec un soutien très discret de la confédération.

Solidaires a aussi mis ses forces, limitées en dehors de quelques secteurs, dans la bataille pour la grève générale. On a aussi rencontré ici et là quelques autres secteurs syndicaux de la FSU, voir de la CFDT (routiers par exemple...). Nous avons travaillé également avec une frange radicale des salariés, dans la

grève dans les entreprises, dans les piquets bloquants... et alternative libertaire, les alternatifs, parfois la fase, etc

Ce qui est tout à fait important, c'est qu'à la différence de 1995 ou 2003, mobilisations dans lesquelles la bataille pour la grève générale était organisée par des secteurs en lutte rejoints par les syndicalistes lutte de classe, dans ces deux derniers mois, cette bataille politique pour la grève générale, la lutte déterminée jusqu'à la victoire indépendamment des échéances électorales, a été menée par des dizaines de milliers de salariés, de syndicalistes d'emblée de manière interprofessionnelle et intergénérationnelle (la part de trentenaires dans cette frange militante était très significative). C'est une avancée considérable dans la perspective de construction d'une alternative anticapitaliste, un parti anticapitaliste.

Le PS et les partis du front de gauche, PCF et PG, en tant que partis (car on a pu retrouver de leurs militants dans certaines échéances des militants pour la grève générale),

- ont défendu la division classique des tâches entre partis politiques et syndicats (aux syndicats les grèves et aux partis les élections et les institutions), et ont soutenu les directions syndicales ;

- se sont pas battus dès septembre pour le retrait de la réforme, ce qui impliquait un affrontement social d'ampleur, la grève générale, ni bien sûr pour la démission du gouvernement sur la base d'une grève, d'un mouvement social : ils ont donné comme issue politique à la grève des échéances institutionnelles, le vote en 2012, la dissolution de l'assemblée nationale, puis le référendum.

Le PS, s'il était présent en tant que parti dans les journées d'action, a combattu les grévistes en reconductible lorsqu'il est aux commandes (Marseille, Paris), en utilisant des procédés condamnés par les grévistes. Il a refusé d'avancer le mot d'ordre de retrait, et a voté la prolongation des années de cotisation au beau milieu de la mobilisation, contre les aspirations des millions de salariés en lutte, tout en défendant les 60 ans, alors que la retraite à 60 ans n'existe plus dès lors qu'on augmente le nombre d'années de cotisations pour avoir une retraite entière. Bref, si le PS n'est pas apparu contre la mobilisation, sa position de fond était celle de Sarkozy, sans les provocations sur les 60 et 65 ans ...il n'est qu'à voir les réformes mises en place dans les pays où les partis socialistes sont aux commandes. Cette attitude n'a pas été condamnée à une échelle de masse, est-ce par absence de lucidité, ou parce que les plus manifestants (et pas seulement les plus conscients) n'attendent plus rien du PS ?

Le PCF a refusé la bataille pour le retrait de la loi : il a d'abord défendu sa réforme, son projet de loi et s'est placé sur le terrain de la négociation d'une autre réforme, pas le retrait de celle-ci, avec ce que cela voulait dire du point de vue des luttes : le refus d'un affrontement global avec le gouvernement. C'est la même orientation que l'intersyndicale, le PCF n'a jamais avancé la nécessité de reconduire la grève, de construire la grève générale, et ne s'est pas impliqué dans les actions plus dures, les blocages, etc

Le PG a eu une orientation du même type, dans les réponses institutionnelles, avec refus bataille pour retrait loi et grève générale jusqu'au retrait dès septembre arguant que c'est uniquement de la responsabilité des syndicats de décider de cela.

Les réactions à la réquisition des grévistes des raffineries ont été significatives de leur attitude dans la grève. Lorsque le NPA, constatant que cette attaque ne recevait pas une réponse à la hauteur du côté des confédérations a proposé une déclaration commune des partis et organisations de gauche pour défendre le droit de grève, le PS n'a pas répondu, le PC et EE-Les Verts ont refusé parce que les signataires étaient insuffisants (il n'y avait pas le PS !). Suite à ces refus, le PG, la Fase et les communistes unitaires se sont retirés. Il n'y a donc pas eu de déclaration commune pour la défense du droit de grève, alors que les grévistes de Grandpuits avaient à ce moment un besoin urgent d'un soutien unitaire sans faille. Il fallait soutenir de toutes nos forces ceux qui étaient en train de bloquer par leur grève le pays ... ceux qui l'ont refusé ont exprimé quel était leur attitude par rapport à la grève générale !

Des milliers d'opérations de blocages

La faiblesse de l'organisation capitaliste de la production, c'est la circulation de toutes les marchandises dans des délais extrêmes : le moindre blocage de la circulation a des effets économiques importants (cf ci-dessus).

Depuis plusieurs années, un des modes d'action utilisés sont les opérations de blocage, de routes, d'aéroports, de zones industrielles, de plates formes de distribution, sous formes de barrages filtrants ou bloquants. Ces actions regroupent des militants combattifs, qui veulent que les grèves coûtent cher aux

patrons et au gouvernement.

Ces blocages regroupent à la fois des grévistes pour lesquels c'est une forme d'action qui encourage à continuer, et des salariés qui ne sont pas grève dans leur établissement mais qui veulent à tout prix participer au mouvement.

Il est impossible de dénombrer les opérations de blocages qui se sont succédées pendant près de trois semaines dans tout le pays, des milliers sans aucun doute, une ampleur qui semble inégalée. On a beaucoup parlé des dépôts de carburants, mais il y a eu d'autres actions tout aussi efficaces et spectaculaires.

Ces actions étaient organisées par l'intersyndicale du coin, par des syndicats, par des AG intersyndicales, etc... Elles ont toujours été des points de rencontre interprofessionnelle et intergénérationnelle extrêmement importants. Quand des salariés, des jeunes de secteurs et de syndicats différents passent des heures ensemble, ils discutent, ils agissent, ils participent du même combat : ces blocages sont un des creusets de l'unité interprofessionnelle des combattifs d'une zone, d'une agglomération. Des milliers, dizaines de milliers de salariés, de jeunes y ont participé, pour essayer d'arriver à bloquer l'économie, pour coûter cher aux patrons et au gouvernement, pour arriver aux effets de la grève générale sans elle, voire même en en faisant l'économie.

C'est parmi tous ces salariés qu'on retrouvait les activistes pour la grève générale, la grève reconductible, tous ces anticapitalistes décidés à changer les choses sans attendre sagement les échéances électorales.

Mais les blocages, même les plus réussis, ne peuvent remplacer la grève elle-même. D'une part ils sont obligatoirement partiels : il faut des dizaines, des centaines de milliers de personnes pour effectivement bloquer l'économie sans que la police, la répression de l'état ne puisse être efficace : il faut donc que tous ces bloqueurs soient eux-mêmes en grève. Si on prend l'exemple des dépôts de carburants, la grève des salariés de l'ensemble de la filière de fabrication et de distribution du carburant (raffineurs, salariés des dépôts, routiers, et vendeurs) est imparable. Les meilleurs blocages, les plus déterminés, ne peuvent tenir contre l'appareil répressif sans un soutien de masse... aussi important que la grève générale, ou que la grève de toute la filière.

D'autre part ils ne peuvent remplacer la grève collective de millions de salariés, avec tout ce que cela veut dire de prise de conscience, tout ce que cela construit dans l'action collective dans tous les milieux, toutes les entreprises, tout ce que cela veut dire pour une autre organisation de la société, basée sur l'organisation collective des salariés eux-mêmes.

Bref, si les blocages ont été très importants pour la tenue du mouvement de ces derniers mois, la solution pour gagner ne peut être de les généraliser en « économisant » la réalisation de la grève de tous les salariés.

Des dizaines de structures interprofessionnelles

La direction nationale du mouvement est restée aux mains de l'intersyndicale nationale. Mais localement, de nombreuses structures syndicales se sont émancipées de l'orientation nationale, et ont milité pour la reconduction, la généralisation. Cette activité interprofessionnelle combattive a pris des formes différentes selon les villes, l'orientation des syndicats et le poids politique des réformistes et des combattifs :

- parfois des intersyndicales locales (Le Havre par exemple) ;
- parfois des AG interprofessionnelles organisées par certains syndicats, le plus souvent CGT et SUD ;
- parfois des AG interprofessionnelles avec seulement des syndicats combattifs, sans appui des structures interprofessionnelles ;
- parfois des syndicalistes combattifs.

Ces structures ont été le plus souvent à l'origine des blocages, des opérations de soutien aux grévistes, et toutes autres actions spectaculaires, qui rythment et structurent les secteurs les plus en avant, en entraînant les autres.

C'est la première fois depuis 1968 que des structures de ce type (30, 40 ? ? ?) se mettent en place et ont un effet réel sur le cours de la mobilisation. La première coordination de Tours de ces structures, si elle est très très loin d'être une direction alternative aux directions confédérales, est un point d'appui considérable

pour la suite.

Dans l'histoire des luttes des trente dernières années, seules des coordinations sectorielles et parfois catégorielles (santé, cheminots) ont vu le jour pour diriger la lutte dans leur secteur. Il y a eu en 1995, 2003 et 2006 des expériences d'AG interprofessionnelles ici et là, mais rien d'équivalent à ce qui vient de se passer.

Outre l'aspect tout à fait positif que représente cette expérience localement, il faut noter de plus leur maturité politique. Conscientes de leurs limites, elles ne se sont pas réduites à être des donneurs de leçon, mais ont cherché les moyens à leur disposition pour faire avancer la généralisation, la combativité des secteurs en avant.

Les expériences qui ont été faites ici se retrouveront plus tard, sous des formes qu'il est illusoire de prévoir. Mais ces rencontres, cette activité ont soulevé des espoirs tellement importants chez les militants les plus combattifs, qu'il est impossible que tout cela ne s'exprime pas dans les échéances qui sont devant nous.

Les raisons profondes de la mobilisation ouvrent des perspectives anticapitalistes

Bien évidemment tout le monde était mobilisé pour défendre les retraites. Mais ce qui fait la puissance de la vague de mobilisation, depuis juin 2010 est beaucoup plus profond que le refus légitime de travailler plus longtemps pour gagner moins.

En fait on l'a vu dans les grèves, les manifestations, les blocages : c'est le refus de la situation actuelle de la classe des salariés. Chômage, licenciement, conditions de travail et cadences de plus en plus dures, salaires de misère, galère des petits boulots... tout cela devant durer jusqu'à ce qu'on n'en puisse plus : c'est insupportable, et on n'en veut plus de cet arrogant Sarkozy, on n'en veut plus de cette société-là, on n'en veut plus de cette répartition des richesses ! Il est frappant de constater que des mots d'ordre comme « tout est à nous », « on n'en veut plus de cette société-là » étaient repris par les manifestants, par des cortèges syndicaux même ou nous ne sommes pas présents, souvent plus encore que ceux sur les retraites.

Bien sûr la politisation de millions de salariés ne se fait pas de manière homogène, et on trouvera toujours des nuances, des avis différents, voire même des contradictions. Pourtant la durée du mouvement, son ancrage profond dans la classe des salariés, sa popularité, montre qu'il y a là une lame de fond qui dépasse largement la question de la réforme des retraites.

Les effets conjugués :

- de la crise du capitalisme et de la façon dont les banques ont été sauvées alors que la misère s'étend,
- de la politique des gouvernements de gauche, « socialistes » qui ressemble comme deux gouttes d'eau à celle des gouvernements de droite,
- de l'attitude de Sarkozy, qui cherche à laminer le plus vite possible les acquis du mouvement ouvrier français, quitte à repousser les plus réformistes vers la lutte,

conduisent des millions de salariés à penser que la seule façon de faire cesser tout cela est de se battre, d'imposer par la rue ce qu'on veut. Ces millions de salariés sont plutôt jeunes, et pour une part significative d'entre eux, il s'agit de leur première bagarre en tant que salariés. Une génération se construit par plusieurs engagements qui dessinent un nouveau contexte politique. Mais il n'est pas déraisonnable de penser que l'intransigeance de Sarkozy aura permis à des millions de salariés de se battre ensemble, de faire l'expérience de la lutte, et des limites de la stratégie syndicale.

La discussion sur l'efficacité des journées d'action et des manifestations à répétition, sera au centre des débats, des préoccupations de centaines de milliers, voire de millions de salariés.

Il ne s'agit pas de dire que les anticapitalistes qui veulent révolutionner la société sont majoritaires et qu'ils sont seuls à apporter des réponses politiques. Il ne s'agit pas de dire que la majorité des salariés veulent construire une autre société débarrassée du capitalisme et de l'oppression. Mais une telle mobilisation est un facteur de politisation de millions de salariés, et surtout des dizaines de milliers qui se sont battus pour la reconduction, pour la grève générale.

Le NPA s'est construit pour être le parti de ces salariés, mais quand il s'est créé, l'absence de luttes nationales d'importance a placé le débat sur le terrain électoral. Les élections ne sont pas conçues pour l'expression démocratique des besoins des exploités et des opprimés, elles ne sont jamais le terrain d'action le plus favorable des anticapitalistes.

Aujourd'hui cette vague de mobilisation, l'action de millions de salariés, l'activité de dizaines de milliers pour l'affrontement ouvrent de nouvelles perspectives. A la fois elles illustrent plus clairement la politique des diverses organisations à la gauche du PS : qui a fait quoi dans le mouvement ? Si on ne peut se mettre d'accord avec le PCF et le PG pour généraliser les luttes dans une telle situation, comment peut-on penser qu'on va se mettre d'accord pour gouverner un pays, être dans une même majorité ?

A la fois nous avons milité pour la grève générale, pour virer Sarko, avec des dizaines de milliers de salariés, de jeunes, avec quelques organisations politiques. Il y a besoin d'une organisation pour les représenter. Il n'y a aucune raison que tous ceux-là ne se retrouvent pas dans un même parti anticapitaliste, un parti dans lequel ce qui est prioritaire, ce sont les luttes, c'est l'action directe, et pas les élections.

Enfin est-ce que le vote de la loi est une défaite ?

Indiscutablement l'objectif du retrait de la loi et de l'abandon de cette réforme n'est pas atteint. Il y a là un échec. Mais la sensation de la défaite est plus politique, d'autant qu'aucun secteur ne sort du mouvement épuisé politiquement et financièrement (cf les enseignants en 2003). D'une part la défaite du camp des salariés, c'est aussi la victoire de l'autre camp... il n'est pas évident à ce jour que Sarkozy ait atteint son objectif politique d'être incontournable dans la droite grâce à sa victoire sur les retraites.

D'autre part, si les raisons principales de la lame de fond qui s'est levée sont beaucoup plus globales, intègrent l'ensemble des conditions de vie et de travail de la classe des salariés, si l'expérience de la lutte de ces mois amène à réfléchir aux moyens de lutte à mettre en œuvre pour gagner contre les patrons, le gouvernement...il est possible que cette période ne soit pas vécue comme une défaite, et ceux qui se sont beaucoup investis dans le mouvement ont envie de discuter politique.

Il est encore trop tôt pour répondre de manière tranchée sur ces aspects, beaucoup de choses peuvent encore se jouer. C'est l'enjeu des luttes sociales et du débat politique des semaines et mois à venir, tant sur la stratégie pour gagner, que la discussion politique sur la transformation nécessaire de la société !

Rouen, le 14 novembre 2010

Notes:

[1] La Manifestation – Fillieule Tartakowsky – page 49.

[2] La lutte continue (Bérout-Denis-Desage-Giraud-Pélisse) ed du croquant.

[3] questionnaire auprès des DRH, des représentants du personnel et des salariés sur un échantillon représentatifs d'établissements.

[4] La lutte continue (Bérout-Denis-Desage-Giraud-Pélisse) ed du croquant.

« Et si le mouvement social était en train de rebondir ? »

Par Sophie Béroud, Karel Yon, Mathieu Magnaudeix

Spécialistes des mouvements sociaux et du syndicalisme, Sophie Béroud (maître de conférences de science politique à l'université Lumière Lyon-2) et Karel Yon (enseignant-chercheur à Lille-2) reviennent pour Mediapart sur le mouvement social contre les retraites. « Les syndicats ont subi un revers », mais « fait la démonstration de leur capacité à construire un mouvement de masse ». Ils analysent le rôle ambigu de l'intersyndicale, la façon dont les états-majors ont joué l'opinion plutôt que le durcissement. Ils décryptent la richesse du mouvement sur le terrain, avec un recours accru aux blocages, la vraie nouveauté du conflit. Et font l'hypothèse que le mouvement, via Internet, est « déjà peut-être en train de rebondir ».

Mathieu Magnaudeix – Dans la revue *Contretemps*, vous estimez que ce mouvement a « remis les organisations syndicales au centre du jeu » [1]. Elles n'ont pourtant rien gagné...

Sophie Béroud et Karel Yon – Dans une lecture centrée sur le court terme, on peut effectivement estimer qu'au regard des moyens qu'elles ont déployés sur plusieurs mois, les organisations syndicales subissent aujourd'hui un revers. Cette lecture avancée par une partie de la presse nous semble cependant peu pertinente. Tout dépend des critères. Du point de vue de l'objectif donné à la mobilisation, celui de stopper la réforme, c'est un échec. Mais les choix faits par l'intersyndicale pourraient aussi conduire à se demander si les organisations syndicales envisageaient vraiment un recul du gouvernement. Ne considéraient-elles pas comme tactiquement plus réaliste de marquer suffisamment dans les mémoires l'illégitimité de la réforme pour faciliter sa remise en cause dans un contexte plus favorable ?

Face à l'offensive menée par Nicolas Sarkozy sur le terrain social, l'échec aurait pu consister dans une victoire du gouvernement sans combat syndical, ou bien dans un effondrement brutal, à l'image de la défaite infligée par Margaret Thatcher au mouvement syndical britannique après la grève des mineurs en 1984. Or ce n'est pas le cas.

Les syndicats ont, au contraire, fait la démonstration de leur capacité à construire un mouvement de masse sur la durée et dans l'unité. Aucune organisation – association, parti, réseau militant – n'est aujourd'hui en capacité de mettre autant de monde dans la rue, d'animer une telle séquence de contestation. Ils ont ainsi démontré qu'ils étaient incontournables dans la période. Ils ont, de plus, réussi à impliquer dans l'action beaucoup de salariés du privé, autrement dit des secteurs qui ne sont pas ceux sur lesquels ils s'appuient de façon récurrente dans les entreprises et la fonction publique.

C'est donc aussi sur le moyen terme qu'il conviendra d'apprécier les résultats de ce mouvement. Ces huit semaines de mobilisation ont été l'occasion pour bien des structures syndicales de mener une intense activité de prise de contact dans des entreprises où il y a peu de présence syndicale. Des milliers de tracts ont été distribués avant chaque grande manifestation, ce qui a impliqué tout un travail militant pour essaïmer sur le territoire. La CGT a clairement fait le pari de s'appuyer sur la mobilisation pour développer la syndicalisation, pour lancer de nouvelles implantations. Il faudra voir dans les mois à venir ce que ces contacts vont donner.

De même, cette idée de victoire symbolique pour le mouvement syndical peut être déclinée pour chaque organisation. La CFDT a réussi à se relégitimer sur le terrain des luttes, le traumatisme de 2003 est en partie surmonté. La CGT a confirmé sa position de force motrice pour tout le mouvement syndical. Solidaires a su remplir son rôle de participant à part entière à l'intersyndicale et de porte-parole de la radicalité du "terrain". FO a pu cultiver sa singularité, tout comme les autres organisations qui ont participé au concert unitaire tout en jouant par moment leur propre musique.

« L'intersyndicale n'a ni entravé, ni encouragé les actions radicales »

La CGT et la CFDT se sont gardées d'appeler au retrait du texte et ont mollement soutenu les grèves reconductibles. afin de ne pas perdre le soutien de l'opinion. A la base, certains se sont sentis lâchés. Ce choix de la modération a-t-il vraiment payé ?

Relativement à la séquence précédente de mobilisation – au printemps 2009, contre la crise –, les discours de dénonciation des trahisons syndicales ont été moins fréquents, ou en tout cas moins audibles. Cela tient à la façon dont l'intersyndicale a joué son rôle, comme une sorte de métronome de la mobilisation : elle a fixé le rythme du mouvement à travers ses temps forts, mais elle n'empêchait pas ceux qui le voulaient d'accélérer tout en s'appuyant sur ces échéances. Elle n'a pas entravé des discours ou des formes d'action plus radicaux, mais ne les a jamais encouragés. Cette ambivalence est consubstantielle à l'intersyndicale : elle a joué en même temps un rôle amplificateur et un rôle plafond.

On comprend mieux cette ambiguïté si on appréhende le mouvement dans sa temporalité.

En posant des échéances dès avant les vacances d'été, l'intersyndicale a incontestablement permis d'élargir et d'ancrer progressivement la mobilisation. Son existence même désamorçait les critiques récurrentes à l'encontre du syndicalisme français, toujours accusé d'être morcelé, divisé, davantage occupé par ses conflits internes que par l'intérêt des salariés. L'intersyndicale s'étant posée comme seul émetteur national légitime de la mobilisation, ses échéances étaient incontestables, ce qui a par exemple permis l'organisation de manifestations dans des communes où l'on a peu l'habitude de le faire. La pérennisation d'un cadre d'action unitaire devait également permettre d'ôter toute prise au gouvernement pour jouer un syndicat contre l'autre, afin d'éviter le scénario de 2003. Mais là, pour le coup, on doit dire que l'intransigeance du gouvernement a rendu un grand service au mouvement syndical, en rendant improbable toute sécession négociatrice.

Une mobilisation sociale n'est pas un grand flux continu, c'est un processus dynamique qui connaît des étapes. Entre le 12 et le 19 octobre, le mouvement a franchi un saut, avec de nombreux appels locaux ou nationaux à la grève reconductible, l'arrêt des raffineries, la multiplication des blocages et l'entrée de la jeunesse scolarisée dans le mouvement. À cette séquence répond un communiqué de l'intersyndicale, le 21 octobre, qui souligne l'esprit de responsabilité du mouvement syndical en évoquant son souci du « respect des biens et des personnes ». Il évoque les sondages d'opinion mais ne cite aucun des secteurs les plus mobilisés, comme si ces derniers n'avaient pas droit de cité dans le cadre de l'intersyndicale.

On peut se demander pourquoi, à ce moment, l'intersyndicale appelle à « amplifier le soutien de l'opinion publique » plutôt qu'à amplifier l'action, par exemple en relayant l'idée d'une journée de grève ou de blocage de l'économie.

Deux raisons peuvent être avancées. D'abord, le cadre même de l'intersyndicale rendait difficile tout soutien aux formes de mobilisation les plus radicales. Son dénominateur commun, c'était certes l'opposition à la réforme, mais l'argument récurrent pour justifier cette opposition, c'était l'absence de toute concertation préalable de la part du gouvernement. C'est à ce prix que l'intersyndicale a pu maintenir jusqu'au bout en son sein le pôle dit "réformiste" (CFTC, CGC, Unsa, CFDT).

Mais il y a sans doute un problème plus profond à soulever, qui relève moins de la tactique organisationnelle que de la stratégie et concerne davantage la CGT. La consommation importante d'études d'opinion par les dirigeants de la CGT – toute prise de parole argumentée est soutenue par les résultats d'un sondage – reflète à quel point cette évanescence "opinion publique" est mobilisée comme une boussole pour déterminer les choix de la centrale. C'est au nom de l'opinion qu'on justifie la revendication d'une « vraie négociation » plutôt que celle du "retrait". Alors même que nombre d'équipes CGT ont été au cœur de la radicalisation du conflit, la confédération s'interdit de s'appuyer sur ses "minorités actives" par crainte de se couper de la majorité de l'opinion salariale, supposée plus modérée.

Or quiconque a fait l'expérience d'un mouvement social sait que l'espace des possibles, le niveau de radicalité légitime ne sont jamais fixés une fois pour toutes. Ils évoluent dans le cours d'un mouvement et se construisent à travers les interactions entre les différents sites où s'inscrit la lutte. Des initiatives prises localement et jugées radicales, dès lors qu'elles sont relayées par d'autres, gagnent en normalité et donc en légitimité. L'intersyndicale aurait pu jouer ce rôle de caisse de résonance légitimant le passage à la grève ou le recours au blocage. Ses animateurs, dans leur majorité, ont fait un autre choix.

Manifs, grèves, blocages : des « registres » complémentaires

La stratégie de journées de grèves et de manifestations espacées a également été contestée : on a parlé d'un calendrier trop lâche, de journées "saute-mouton". Certains, comme FO, appelaient à la grève générale, d'autres (CGT, CFDT, Unsa...) estimaient que c'était pure incantation...

L'affrontement entre partisans de la grève générale et défenseurs des manifestations du samedi a pu revêtir par moment une dimension identitaire, chaque modalité d'action étant investie en soi d'un caractère nécessairement "radical" ou "responsable". Les journées "saute-mouton" ont permis moins d'élargir le mouvement – le nombre de participants aux manifestations a finalement peu varié entre les semaines et les week-ends – que de le diversifier.

Ces journées d'action ont drainé des forces au-delà des milieux de travail structurés syndicalement, ceux qui participent aux manifestations autour de leurs délégués syndicaux en combinant grèves, heures de délégation et RTT.

Les actions de grève et de blocage ont permis de rendre le mouvement incontournable dans l'espace public et menaçant pour le gouvernement, en commençant à faire douter patrons et élus locaux du bien-fondé de la tactique gouvernementale. Du point de vue de la dynamique du mouvement, chacun de ces registres d'action avait une fonctionnalité.

Stigmatiser les appels à la grève générale comme incantatoires rate l'enjeu du débat. La vraie question est moins de savoir si la grève générale était réalisable ou non que de s'interroger sur le niveau d'affrontement nécessaire pour triompher du gouvernement. Une fois ce point éclairci, tous les militants syndicaux sérieux savent bien que la grève a un coût que certains salariés ne peuvent pas se permettre. C'est d'ailleurs pour cette raison que des tactiques de blocage sans grève, qui laissent passer les salariés mais pas les marchandises, se sont développées.

Pourquoi les syndicats, qui participent à de nombreuses instances paritaires, n'ont-ils pas fait la grève du dialogue social ? Eux répondent qu'ils ne souhaitent pas confondre syndicalisme et politique. N'est-ce pas une excuse un peu pratique ?

Il n'est pas sûr qu'organiser la "grève du dialogue social" aurait pu constituer une tactique efficace pour les organisations syndicales. Dans le contexte politique, ce retrait aurait permis au patronat de dénoncer "l'immaturation" des organisations syndicales au moment même où celles-ci misent sur une stratégie inverse.

Les organisations syndicales qui dominent le champ sont obsédées par le problème de leur légitimité et considèrent que le meilleur moyen de la renforcer, c'est de faire la démonstration de leur utilité propre en consolidant une sphère autonome du dialogue social. C'est ce qu'ont illustré la méthode et le contenu de la réforme de la représentativité syndicale.

Quoi qu'il en soit, il est certain que les ressources matérielles que procurent les subventions étatiques et les missions de représentation dans les institutions paritaires sont essentielles pour les organisations syndicales. Le syndicalisme français est en effet structurellement faible au niveau de ses ressources propres. Cela renvoie à l'absence d'un syndicalisme à bases multiples et au faible taux de syndicalisation qui en résulte, au moins en partie. L'appréciation des marges de manœuvre sur un sujet aussi brûlant que les retraites est sans doute influencée par cette comptabilité, surtout quand elle peut déborder sur le terrain judiciaire, comme dans le cas de la CCAS d'EDF. Mais attention à ne pas voir dans ces calculs que du cynisme boutiquier...

Née de la crise, l'intersyndicale tient bon. S'agit-il d'un tournant dans notre histoire sociale récente ? Peut-elle durer ?

Il est probable que les difficultés actuelles de l'intersyndicale ne soient que passagères, liées à la gestion toujours compliquée d'une fin de mouvement. On peut penser qu'un certain nombre d'organisations, la CGT, la CFDT et la FSU notamment, vont plutôt essayer de faire perdurer ce cadre, voire de le renforcer. La genèse de l'intersyndicale est à rechercher avant 2009. Sous une forme beaucoup plus fragile, elle existait déjà en 2003 lors de la mobilisation contre la réforme Fillon : à cette réserve près, cependant, que la présence de Solidaires n'était pas encore acceptée par tous, mais exigée par la FSU.

En 2006, durant la mobilisation contre le CPE, c'est une intersyndicale intégrant les organisations de lycéens et d'étudiants (FIDL, Unef, UNL) qui se met en place et qui est en quelque sorte imposée par le contexte : aucune organisation de salariés ne voulait prendre le risque d'une stratégie de division alors même que le mouvement était porté principalement par la jeunesse.

Ce qui a changé depuis le déclenchement de la crise est que cette intersyndicale se pose désormais comme un cadre relativement pérenne, qu'elle se présente comme une sorte d'état-major permanent du mouvement syndical (auquel on se réfère, dont on attend les décisions) et qu'elle dispose d'une plateforme revendicative commune. L'existence de ce cadre est bien sûr liée à ce qui est en train de se jouer dans les entreprises avec l'application des nouvelles règles de la représentativité syndicale consécutives à la loi du 20 août 2008. La phase actuelle est une phase d'attente, de transition : il est probable que la physionomie de cette intersyndicale ne bouge pas beaucoup avant 2013, année où les résultats des élections professionnelles seront rassemblés au niveau national et interprofessionnel pour définir la liste des organisations représentatives.

« Le contexte politique n'a rien à voir avec celui de 1968 »

Venons-en aux modalités d'action. Ce conflit est-il nouveau, et si oui en quoi ? Ph. Corcuff fait allusion au « Mai rampant » italien (un long mouvement de contestation sans explosion sociale entre 1967 et 1969) et à une « guérilla sociale et durable », foule d'initiatives locales, tous azimuts... [2] Le répertoire d'action s'est-il vraiment élargi ?

La référence au "Mai rampant" italien a l'intérêt d'offrir à penser la dynamique de cette mobilisation selon un autre schéma que le modèle Mai 68, avec enchaînement de luttes sociales, généralisation de la grève et confrontation centrale avec le pouvoir d'État.

Trois éléments peuvent rapprocher la lutte contre la réforme des retraites de cet épisode historique.

Ce conflit s'inscrit d'abord dans un flux de mobilisations qui le dépasse et qui se nourrit de l'opposition aux réformes tous azimuts du pouvoir sarkozyste et des résistances aux conséquences de la crise économique. Ce contexte explique que les formes d'action collective se transforment et circulent d'une lutte à l'autre. Enfin, cette circulation opère en particulier par les liens qui se sont noués entre le monde du travail et le monde éducatif au sens large (enseignants et jeunes scolarisés).

La jonction entre ouvriers et intellectuels, pour parler le langage des années 68, est le résultat d'un processus qui a commencé à la fin des années 1990. On avait au départ deux processus de radicalisation parallèles. Dans le monde syndical, après le grand mouvement de l'hiver 1995, c'est la création et l'essor des syndicats Sud y compris dans le privé, les mobilisations pour l'interdiction des licenciements à la fin des années 1990, la mise en réseaux d'équipes CGT critiques de la ligne confédérale, ou encore la coordination d'entreprises en lutte, qui a notamment abouti à la création du Collectif contre les patrons voyous et licenciés [3].

Dans le même temps, on a assisté à l'essor de l'altermondialisme qui a mobilisé en particulier les jeunes scolarisés, les enseignants, certains secteurs qualifiés du salariat. Bien sûr, il y a des plages de recouvrement entre ces deux dynamiques : en particulier autour de la défense des services publics, qui a donné naissance à plusieurs mobilisations unitaires reliant syndicats et forces antilibérales, et puis dans certains réseaux militants de la gauche de la gauche. En outre, l'élection de Nicolas Sarkozy a tendu à renationaliser nombre de luttes impulsées par les réseaux alters, en les focalisant sur le riche agenda des "réformes" du gouvernement.

Mais en rester au schéma d'une convergence entre monde ouvrier et petite bourgeoisie radicalisée serait erroné. Il y a interpénétration croissante entre les problématiques du monde du travail et celles du monde étudiant. Le mouvement contre la réforme des retraites est venu confirmer cette idée qui avait pris forme en 2006, à l'occasion de la lutte contre le CPE : le monde du travail n'est plus un horizon flou pour les jeunes scolarisés, il est au contraire une réalité bien présente. Soit parce que ces jeunes travaillent déjà et connaissent l'état des conditions de travail, soit parce qu'ils savent qu'il est devenu irréaliste d'espérer échapper aux pires aspects de ce monde – précarité, bas salaires, ennui – grâce aux études. Ça, c'est la toile de fond qui explique un resserrement des liens.

Plus pratiquement, sur l'évolution des formes d'action, le trait marquant de ce mouvement, c'est la diffusion

du registre du blocage et, dans une moindre mesure, des assemblées générales interprofessionnelles. Le thème du blocage n'a rien de nouveau, il est né avec le mouvement ouvrier, mais ce qui change, c'est qu'il s'autonomise du registre de la grève, c'est l'idée qu'on peut bloquer l'économie sans avoir recours à la grève.

Une esthétique du blocage est portée par certains réseaux militants et intellectuels qui, en s'inspirant des idées de Toni Negri (philosophe italien, figure intellectuelle de la gauche des années de plomb, icône de l'altermondialisme, ndlr), y voient la preuve que la force politique agissante est désormais moins la classe ouvrière que la "multitude". Il n'est plus besoin d'être ouvrier pour arrêter l'économie : plutôt que de croiser les bras sur la chaîne, il s'agit de se poster aux carrefours stratégiques par où passent matériaux et marchandises pour entraver la circulation du capital. On peut être chômeur, étudiant, intermittent ou précaire et jouer un rôle politique décisif.

C'est dans le cadre d'actions de ce type que se sont opérées des rencontres improbables. Jusqu'à maintenant, ces actions étaient plutôt rares et elles s'opéraient à l'écart des grandes organisations syndicales, sinon contre elles. Elles se sont multipliées pendant ce mouvement, impliquant divers réseaux syndicaux et politiques, faisant parfois jouer aux médias alternatifs locaux un rôle d'intermédiaire. Ces expériences sont par exemple relatées dans le bulletin Jusqu'ici.

La pratique du blocage a dépassé les réseaux autonomes pour pénétrer, localement, les syndicats et les unions locales à travers de nouvelles générations de militants. Il est devenu moins naturel, dans les instances syndicales, de dénoncer ces pratiques comme "gauchistes". On peut jeter un œil aux faits d'armes de l'AG interprofessionnelle du bassin minier, dans le Pas-de-Calais : reliant des syndicalistes CGT, FO, SUD et FSU, des étudiants et lycéens, elle a bloqué plusieurs péages, un certain nombre de plateformes logistiques et le site industriel de 150 hectares de la Française de Mécanique ! [4]

Ce registre d'action a circulé parce qu'il avait fait ses preuves lors de mobilisations précédentes. En faisant de la grève un produit dérivé du blocage, cette tactique a permis de paralyser des secteurs sans faire payer à leurs salariés tout le coût de l'action. On l'avait expérimenté au moment de la LRU, où par endroits le blocage des facs par les étudiants avait permis aux universitaires mobilisés de surmonter l'apathie de leurs collègues. Dans ce mouvement, ça a été surtout un moyen d'intégrer dans la lutte des salariés qui ne pouvaient pas assumer de pertes de salaires, et parfois même d'enclencher des dynamiques grévistes.

Mais pour revenir au "Mai rampant" italien, les analogies historiques ont leurs limites : le contexte politique actuel n'a rien à voir avec celui des années 68. Il n'y a pas de radicalité anticapitaliste de masse, tout du moins d'expression consciente de cette radicalité. Les syndicats ne sont pas débordés. Et les inculpés de Tarnac ne sont pas les brigades rouges.

Peut-être qu'un parallèle avec l'Italie contemporaine, celle de Silvio Berlusconi, serait plus fructueux. On y a vu les organisations syndicales jouer le rôle d'une opposition politique de fait, et la gauche politique prise à son propre piège des primaires. Les résultats de l'expérience italienne pourraient faire méditer tant les responsables politiques que ceux des responsables syndicaux qui misent tout sur l'alternance de 2012.

« Une confrontation de classes »

Des formes de soutien ont émergé, comme le soutien aux grévistes des raffineries par des virements bancaires. N'est-ce pas aussi une façon de s'exonérer d'une participation plus franche au mouvement ?

Une relative ambivalence existe, en effet, dans ces formes de soutien : elles constituent des moyens pour se mobiliser sans s'exposer sur son propre lieu de travail. Mais elles permettent aussi à des salariés de sortir de leur isolement et de se penser en lien avec d'autres.

Il ne faut pas négliger non plus que cette solidarité financière a revêtu, en plus de ce qu'elle apportait sur le plan matériel, une dimension très symbolique pour les salariés engagés dans des grèves reconductibles, notamment dans les raffineries.

Il serait, dès lors, intéressant de travailler sur la diversité qui a marqué l'expression de ces soutiens. Les salariés en grève ont certes reçu des virements via Paypal, mais ils ont vu aussi des gens, parfois organisés en délégation, parfois non, leur apporter par exemple des denrées. De même, on a assez peu

parlé des grèves menées par les salariées des cantines, notamment à Marseille [5], mais aussi à Lyon : là, la solidarité concrète des parents d'élève est passée par le fait d'accepter le mouvement et d'organiser la prise en charge des enfants à l'heure du déjeuner. Ces modalités de soutien ont été dans certaines écoles assez conflictuelles et des parents se sont, dans certains cas, auto-organisés alors même que les associations de parents d'élève – on pense ici notamment à la PEEP (classée à droite, ndlr) – protestaient face à cette situation.

En même temps, on a l'impression que ce conflit reste très classique avec de grandes journées de grèves et de manifestations comme modalité principale...

Oui, il a été à la fois très classique et innovant en raison de l'articulation de différentes modalités d'action, soit celles qui étaient possibles pour certains salariés dans des conditions données. Comme si chacun donnait à sa mesure et que la grève ne faisait pas partie des possibles dans certains lieux, car elle est souvent rendue plus difficile par les luttes qu'il a fallu mener contre des restructurations ou bien par la dégradation des conditions de travail, l'intensification liée au manque de personnel, tout cela conduisant à un épuisement moral des salariés.

Mais pour continuer à réfléchir à ce qui a fait défaut aussi dans ce mouvement, on pourrait pointer sa difficulté à s'inscrire dans un cadre européen. Des mobilisations ont eu lieu contre les plans d'austérité en Espagne, au Portugal, aujourd'hui au Royaume-Uni, mais de façon décalée. L'absence de connexion européenne peut être abordée dans les deux sens. Il y a eu une réticence de l'intersyndicale à proposer une lecture de la réforme des retraites montrant clairement qu'il s'agissait de donner des gages aux marchés financiers, dans la mesure où certaines organisations comme la CFDT pensent qu'une réforme d'ampleur est effectivement nécessaire. Peut-être est-ce que ça éclaire le refus de l'intersyndicale de reconnaître le 29 septembre comme une échéance du mouvement, alors même qu'il s'agissait de la date d'une euro-manifestation, organisée par la CES contre l'austérité. L'appel à participer à la journée européenne du 15 décembre, dans le dernier communiqué, apparaît comme un ralliement tardif.

En sens inverse, on peut également s'interroger sur le rôle de la Confédération européenne des syndicats, qui ne semble pas s'être spécialement intéressée à coordonner ces luttes : les protestations orchestrées par la CES visent plus à peser sur les arènes de négociation de l'Union européenne, qu'à organiser des liaisons transnationales. Le blocage des raffineries a échoué in fine, on le sait, parce que le gouvernement a eu recours à la force, mais aussi parce qu'il a pu importer de façon massive du carburant. Il y a bien eu quelques actions de solidarité, notamment dans les raffineries belges, mais elles sont restées isolées. Des actions de blocage dans les transports au niveau européen auraient pu être déterminantes.

Dans un texte publié sur Contretemps [6], vous évoquez un « moment aigu de lutte des classes ». Pourquoi ?

C'est un choix en termes d'analyse. Il ne s'agit pas de dire que les salariés mobilisés avaient une conscience forte de leur appartenance à une même classe sociale ou qu'objectivement, on peut repérer certains groupes sociaux davantage mobilisés que d'autres. Si nous optons pour cette grille de lecture, c'est parce que nous pensons que plusieurs éléments permettent de parler d'une confrontation de classes, d'une opposition capital/travail.

En premier lieu, ce qui était en jeu relevait d'une conquête essentielle du mouvement ouvrier : la construction, au fil des luttes du XXe siècle, d'un statut salarial qui a permis de socialiser une part du salaire et d'imposer une gestion qui ne relève pas de la pure logique marchande.

Cette contre-réforme marque une nouvelle avancée du capital pour élargir la mainmise du marché sur l'ensemble des activités sociales. En deuxième lieu, comme le montrent bien les Pinçon-Charlot, on a rarement vu sous la Ve République l'affichage d'une telle connivence entre le pouvoir politique et les puissances économiques dominantes. L'opposition de classe se donne à voir et pas seulement du côté de ceux qui se mobilisent : il y a, via les décisions prises sous Sarkozy, une très forte réaffirmation du pouvoir des riches.

Ce mouvement est-il éteint, ou peut-il resurgir, sous d'autres modalités ?

Peut-être est-il déjà en train de rebondir. La recomposition des répertoires d'action collective ne concerne pas que le blocage. Elle touche aux usages d'internet et à la valorisation des pratiques civiques. Si la

phase d'occupation de l'espace public matériel semble suspendue, c'est l'espace public virtuel qui est désormais investi. Voyez par exemple la pétition en ligne pour un référendum sur la réforme des retraites, lancée par Politis. Le nombre de signataires a explosé après le 6 novembre.

On y retrouve l'esprit de la votation citoyenne sur La Poste. Cette démarche a d'ailleurs été légitimée par la révision constitutionnelle de 2008 qui prévoit – même si la procédure est très encadrée – la possibilité d'un référendum d'initiative citoyenne. La pétition en ligne de la CGT a quant à elle déjà rassemblé plus de 600.000 signatures...

Propos recueillis par Mathieu Magnaudeix pour Médiapart

Notes:

[1] Voir sur le site ESSF : Automne 2010 : anatomie d'un grand mouvement social

[2] Voir sur ESSF : Pour une guérilla sociale durable et pacifique

[3] <http://www.collectifcontrelespatron...>

[4] Voir sur ESSF : Les actions de l'AG interpro du bassin minier Lens-Liévin-Hénin-Carvin : bilan d'étape début novembre

[5] <http://www.mediapart.fr/journal/fra...>

[6] Voir sur ESSF : Automne 2010 : anatomie d'un grand mouvement social

Déclaration de la direction du NPA : A celles et ceux qui luttent et qui ne lâchent rien

A l'issue de sa réunion des 13 et 14 novembre, le Conseil politique national du Nouveau parti anticapitaliste a adopté la déclaration suivante.

En France, comme partout en Europe, les gouvernants de droite comme de gauche, « ceux d'en haut », veulent nous faire payer la facture de leur crise. Tous les moyens sont bons pour augmenter les profits, protéger les privilèges d'une minorité. Cadeaux fiscaux aux plus riches, gel ou baisse des salaires, démantèlement des services publics, suppressions massives d'emplois, licenciements, destructions des protections sociales, voilà la potion amère administrée pour soigner la grave maladie qui frappe le système capitaliste. Confrontés à une crise écologique qui menace les ressources, la bio-diversité et l'avenir de l'humanité, les puissants de ce monde se lancent dans un capitalisme vert qui ne résoudra rien et n'a pour but que de trouver de nouveaux marchés.

En France, la loi sur les retraites est l'acte I d'un plan d'hyper-austérité. En prétextant les sauvegarder, il s'agit en réalité de détruire les retraites par répartition et au delà le système de Sécurité sociale basé sur la solidarité, pour libérer les fonds qui «dorment». De quoi ravir tous les profiteurs et en premier lieu le dirigeant du groupe Malakoff-Médéric, Guillaume Sarkozy.

Seulement voilà, des millions de jeunes, de travailleurs, de précaires ont résisté. La mobilisation que nous avons vécu a été exceptionnelle, par sa durée et sa radicalité. Manifestations multimillionnaires répétées, blocages, grèves reconductibles se sont conjugués pour faire face à l'offensive antisociale. L'ultra majorité de la population a été vent debout contre les parlementaires de droite, la clique de ministres et leurs chefs, Nicolas Sarkozy et Laurence Parisot.

Oui, c'est dans la rue que se trouvent la lucidité, la dignité, la légitimité, pas au Parlement, à Matignon ou à l'Élysée !

A la destruction, nous répondons mobilisation ! Au projet de loi contre les retraites, nous avons massivement répondu retrait ! A sa promulgation, nous répondons abrogation ! La colère sociale est durable.

Au-delà des grandes journées décidées par l'intersyndicale, des équipes syndicales, des secteurs radicaux significatifs du mouvement social ont poussé pour organiser l'afforètement. Le NPA a participé à ce mouvement. Chacun voit bien que pour gagner, pour faire reculer le patronat et le gouvernement et pas renégocier leurs réformes, il faut aller plus loin. Il fallait et il faudra la grève générale reconductible. Le mouvement de blocage de l'économie, la grève des raffineries, des transports ou des ports ont montré la force du mouvement social. En nous y mettant toutes et tous, la peur et la crainte de l'avenir peuvent changer de camp et le pouvoir être à genoux. C'est cette voie qu'il faut suivre.

Destruction des droits sociaux, mensonge, violence, répression, atteinte au droit de grève, déni de démocratie, collusion d'intérêts, la Sarkozie est ultra nocive et nous sommes des millions et des millions à en avoir vraiment ras-le-bol !

Le renforcement de l'action dans nos lieux de travail par des syndicats combattifs est évidemment à l'ordre du jour. Vouloir les virer tous le plus vite possible invite aussi à débattre en terme de programme et de pouvoir. C'est un débat qui n'est pas confiné aux mouvements politiques existants mais qui intéresse massivement celles et ceux qui sont engagés dans le mouvement.

Le Parti Socialiste présent aux manifs – et c'est tant mieux –, mais pris dans une contradiction insoluble. La position du PS ne se différencie pas fondamentalement de celle du pouvoir sur la question des retraites comme le montre par exemple le vote de ses parlementaires pour l'allongement de la durée de cotisation. Entièrement situé dans le cadre de l'économie de marché, le programme du PS est une autre façon de

faire payer la crise à la majorité de la population.

La véritable rupture suppose que la société soit organisée pour satisfaire les besoins sociaux fondamentaux et échapper aux intérêts privés d'une minorité d'actionnaires et de banquiers. Ces besoins doivent être garantis santé publique, éducation, logement, protection sociale, droit à un vrai salaire, à l'emploi et mise hors la loi des licenciements.

Cette rupture suppose la mise en œuvre d'un programme anticapitaliste, l'appropriation sociale des grands moyens de production et financiers, la répartition des richesses, la protection des ressources et la rupture avec les institutions.

Le seul gouvernement utile sera un gouvernement appliquant une telle politique, avec des structures de décision politique démocratiques, organisées pour et par la majorité de la population.

Une telle perspective n'est évidemment pas compatible avec le programme, la stratégie du PS et sa perspective d'alternance gouvernementale de 2012.

C'est pourquoi le NPA en appelle au regroupement pour construire et imposer l'alternative anticapitaliste. Nous proposons que toutes celles et ceux qui luttent et ne lâchent rien, jeunes, salariés, précaires, chômeurs, retraités, équipes de militantEs radicaux du mouvement social, formations engagées dans la lutte en débattent ensemble pour avancer dans cette voie.

Conseil politique national du NPA, Paris, le 14 novembre 2010.